



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/080/0-01	APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 05 JUIN 2026

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L'AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS-PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS | M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** - M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTES, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur le Maire, rapporteur, EXPOSE :

Le procès-verbal du Conseil Municipal est le document qui retrace les délibérations prises par l'assemblée délibérante. Il est rédigé par le secrétaire, arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Maire et le secrétaire.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-15,
VU le procès-verbal du Conseil Municipal en date du 05 juin 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

CONSIDÉRANT les membres présents lors de la séance du Conseil Municipal en date du 05 juin 2026,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
AR. **EN SON QUALITÉ DE RAPporteur** en son EXPOSE,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

006-210600185-2026-001-2026-080-0-01-DE
Reçu le 01/10/2026

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 05 juin 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT

The block contains a blue ink signature of Jean-Pierre DERMIT. Overlaid on the signature is a circular official stamp. The stamp features a central emblem and the text "MAIRIE DE BIOT" around the perimeter, with "samedi 29 sept 2026" written across the middle.A stylized blue ink signature, likely belonging to the secretary of the session.

Pièce jointe :

☐ Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 05 juin 2026.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_080_0_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/081/0-02	APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2026

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS-PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint** au Maire – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur le Maire, rapporteur, EXPOSE :

Le procès-verbal du Conseil Municipal est le document qui retrace les délibérations prises par l'assemblée délibérante. Il est rédigé par le secrétaire, arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Maire et le secrétaire.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-15,
VU le procès-verbal du Conseil Municipal en date du 24 juin 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

CONSIDÉRANT les membres présents lors de la séance du Conseil Municipal en date du 24 juin 2026,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

AR APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

006-210600185-20261001-2026_081_0_02-DE
Reçu le 01/10/2026

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 juin 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to the secretary of the session.

Pièce jointe :

☒ Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 juin 2026.
AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_081_0_02-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/082/0-03	COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	Le Maire
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT

Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER, TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur le Maire, rapporteur, EXPOSE :

Conformément aux délégations de compétences reçues par délibération du Conseil Municipal n°2026/005/0-05 en date du 20 mars 2026, le Maire rend compte des décisions prises en application des dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi rendu compte au Conseil Municipal des décisions prises par le Maire ou son représentant selon les tableaux joints en annexe.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,
VU la délibération n°2026/005/0-05 du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026 portant délégation de compétences du Conseil Municipal au Maire,

CONSIDÉRANT que l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

AR **PREFECTURE**

PREND ACTE du compte-rendu des décisions prises par le Maire ou son représentant.

006-210600185-20261001-2023_082_0_03-DE
Reçu le 01/10/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to the secretary of the meeting.

Pièces jointes :

- ☐ Tableau des décisions – Commande publique.
- ☐ Tableau des décisions – Délivrance et renouvellement des concessions funéraires.
- ☐ Tableau des décisions à caractère général.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2023_082_0_03-DE
Reçu le 01/10/2026

ANNEXE I : MARCHÉS PUBLICS

006-2106001866
Recu le 01/11/2026

AK		ANNEXE 1 : MARCHÉS PUBLICS					
Nature	Objet	Montant	Notification	Tiers	Durée	Reconduction	
Maintenance de la vidéoprotection		Montant maximum annuel de commandes : 50 000 € HT	17/06/2026	SNEF (SA)	12 mois	Oui (3)	
Prestations de nettoyage des bâtiments de la commune et du CCAS de Biot		Montant maximum annuel de commandes : 30 000 € HT	22/07/2026	Derichebourg	12 mois	Oui (3)	
Le n°1 : Écoles Paul Langevin, Saint-Roch et crèche des Diabotins		Montant forfaitaire : 63 256,14 € HT					
Prestations de nettoyage des bâtiments de la commune et du CCAS de Biot		Montant maximum annuel de commandes : 30 000 € HT	22/07/2026	Derichebourg	12 mois	Oui (3)	
Le n°02 : Écoles du Moulin Neuf, Eugène Olivari et crèche de l'Orange Bleue		Montant forfaitaire : 115 901,52 € HT					
Prestations de nettoyage des bâtiments de la commune et du CCAS de Biot		Montant maximum annuel : 20 000 € HT (Ville)	22/07/2026	AFPIR	12 mois	Oui (3)	
Le n°3 : Bureaux et divers bâtiments de la commune et du CCAS		Montant maximum annuel : 10 000 € HT (CCAS) Montant forfaitaire : 163 828,00 € HT					



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU 2026/022/0-03

ANNEXE 2 : DELIVRANCE ET RENOUELEMENT DES CONCESSIONS FUNERAIRES

N°		CIMETIERE	FAMILLE	ACQUISITION	RENOUELEMENT	N° CONCESSION	DUREE	DATE
006-21060018 Recu le 01/11/2026 DM/2026/007	DM/2026/007	RINE I	COMODINI née LEFEVRE Pascale / LEFEVRE Dominique / LEFEVRE Patrick / LEFEVRE France		X	J 18	30 ans	Du 06/06/2026 au 05/06/2056
	DM/2026/008	VILLAGE	DERMIT Jean-Pierre		X	D 45	30 ans	Du 15/06/2026 au 14/06/2056
	DM/2026/009	VILLAGE	DERMIT Michel	X		D 44	30 ans	Du 16/07/2026 au 15/07/2056
	DM/2026/010	VILLAGE						



VILLE DE BIOT
VU POUR ETRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU *2026/082/p-03*

ANNEXE 3 : DÉCISIONS À CARACTÈRE GÉNÉRAL



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU 2025/08/20-03

006-21060018 Reçu le 01/10/2025		AR	
TABLES			
DM-2026-066	17/08/2026	Portant fixation du tarif de location d'un stand pour l'exposition-vente du "Biot International Glass Festival" du 18 au 20 septembre 2026	
COMMANDE PUBLIQUE			
DM-2026-053	30/06/2026	Portant déclaration sans suite du marché "Travaux de réfection de voirie et de Maçonnerie / Génie-Civil"	
LOUAGE DE CHOSE			
DM-2026-036	04/05/2026	Portant convention de mise à disposition d'un minibus au bénéfice de l'association "vélo sprint biotois"	
DM-2026-038	06/05/2026	Portant sur la mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Yanguetu" pour la représentation d'un spectacle de fin d'année	
DM-2026-039	06/05/2026	Portant sur la signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "BAC Fitness Aérobie" pour la représentation d'un spectacle de fin d'année	
DM-2026-041	01/06/2026	Portant sur la signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Commerçants, Artisans et Professions Libérales" de Biot pour la représentation d'un concert caritatif	
DM-2026-042	01/06/2026	Portant sur la signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Biot Générations" pour l'organisation de la soirée latino	
DM-2026-044	09/06/2026	Portant sur la signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'école la Calade Saint-Roch pour la représentation d'un spectacle théâtral de fin d'année	
DM-2026-048	15/06/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Amicale Biotoise des Traditions" pour l'organisation du feu de la Saint-Jean	
DM-2026-049	22/06/2026	Portant signature d'un bail commercial sur le local sis 6 rue Saint-Sébastien à Biot au profit de l'entreprise "AEVA" (Atelier École de Verrerie d'Art)	
DM-2026-050	22/06/2026	Portant signature d'un bail commercial sur le local sis 50 rue Saint-Sébastien à Biot au profit de Madame Isabelle CAPELOTAR exploitant la société "KIMCAP Créations"	
DM-2026-051	24/06/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Douce Vie" pour l'organisation d'un cours de bien-être	
DM-2026-052	25/06/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Commerçants, Artisans et Professions Libérales" de Biot Village pour l'organisation de la soirée blanche	
DM-2026-054	30/06/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Commerçants, Artisans et Professions Libérales" de Biot village pour l'organisation des Nocturnes d'Art de Biot	
DM-2026-062	23/07/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition des locaux municipaux situés au 1 ^{er} étage de la salle Paul Gilardi au bénéfice de la Croix Rouge pour des actions de formation	

006-2101101852026 Recu le 01/10/2026		
DM-2026-061	24/07/2026	Portant signature d'une convention d'occupation à titre précaire et révocable d'une salle de classe située au groupe scolaire Saint-Roch maternelle pour la dispense de cours d'anglais entre la commune de Biot et Mme LIVINGSTON Kristine Johann
DM-2026-064	24/07/2026	Portant signature d'une convention d'occupation à titre précaire et révocable de salles de classe situées aux groupes scolaires du Moulin Neuf, du village et Eugène Olivari pour la dispense de cours d'anglais entre la commune de Biot et l'association "Shamroq"
DM-2026-067	07/09/2026	Portant signature d'une convention de mise à disposition du domaine public au bénéfice de l'association "Amicale biotoise des traditions" pour l'organisation de la fête des vendanges
PRÉEMPTION		
DM-2026-045	10/06/2026	Portant exercice du droit de préemption sur un terrain chemin Fanton d'Andon, cadastré section BM, n°73
DM-2026-046	10/06/2026	Portant exercice du droit de préemption sur un terrain chemin Fanton d'Andon, cadastré section BM, n°74
SUBVENTION		
DM-2026-028	24/03/2026	Demande de subvention pour la réfection des 2 cours de tennis au complexe Pierre OPERTO
DON		
DM-2026-057	09/07/2026	Portant acceptation en don d'une œuvre en verre « Vibrations silencieuses » de Monsieur Antoine Pierini



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/083/0-04	DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE APPELÉS À SIÉGER AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS (CASA)

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L'AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint** au Maire – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur le Maire, rapporteur, EXPOSE :

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, une Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) doit être créée entre un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et ses communes membres afin d'évaluer le coût des transferts de compétences entre ces derniers et d'établir un rapport détaillé retraçant la méthodologie et les montants évalués.

En application des dispositions précitées, la CLETC est créée par l'organe délibérant de l'EPCI à la suite du renouvellement électoral et sa composition est déterminée à la majorité des deux tiers de ses membres.

Ainsi, par délibération en date du 29 juin 2026, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a approuvé la création de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) et a fixé sa composition à 30 membres.

Conformément à cette délibération, il appartient désormais à chaque commune membre de procéder, par délibération, à la désignation des représentants appelés à siéger au sein de la CLETC selon la répartition suivante :

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026 083 0 04-DE
Reçu le 01/10/2026

- 5 membres pour la commune dont la population est supérieure à 50 000 habitants : Antibes-Juan-les-Pins ;
- 2 membres pour chacune des 4 communes dont la population est comprise entre 10 000 et 50 000 habitants : Biot, Valbonne-Sophia Antipolis, Vallauris-Golfe Juan et Villeneuve-Loubet ;

- 1 membre pour chacune des 19 autres communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants.

Aussi, il est proposé de désigner, pour la commune de Biot, les membres suivants :

- Monsieur Jean-Pierre DERMIT
- Monsieur François PEIGNE

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la CASA n°CC.2026.224 en date du 29 juin 2026 portant création et composition de la Commission Locale d'Évaluation du Transfert des Charges (CLETC),

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Conseil Municipal de désigner 2 représentants de la commune appelés à siéger au sein de la CLETC,

CONSIDÉRANT la liste des membres proposés,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ

- **DÉSIGNE** Monsieur Jean-Pierre DERMIT et Monsieur François PEIGNE en qualité de représentants de la commune de Biot appelés à siéger au sein de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.
- **DIT** que la présente délibération sera notifiée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Téléréfuge citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERMIT



Le secrétaire de séance

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_083_0_04-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
V I L L E D E B I O T
E X T R A I T D U R E G I S T R E
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ÉTAT-CIVIL, ACCUEIL, RELATION CITOYEN
N° d'ENREGISTREMENT 2026/084/I-01	RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION 2027 - CRÉATION ET RÉMUNÉRATION DES EMPLOIS D'AGENT RECENSEUR ET DE COORDONNATEUR

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L’AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoints au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTRES, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur le Maire, rapporteur, EXPOSE :

La commune ayant franchi le seuil des 10 000 habitants, le recensement repose désormais sur une collecte d'informations annuelle concernant la totalité du territoire communal et étalée sur une période de 5 ans permettant de fournir des données de la population légale et des statistiques significatives sur l'ensemble du territoire.

La collecte se fait par sondage auprès d'un échantillon d'adresses tiré au sort par l'INSEE et extrait du Répertoire d'Immeubles Localisés (RIL) tenu à jour en permanence par l'INSEE en liaison avec les communes et notamment le correspondant RIL.

Sous la responsabilité de l'INSEE, le recensement incombe désormais aux Maires qui ont la charge de la mise à jour et de l'expertise du RIL, ainsi que de l'ensemble de l'organisation des opérations et de la gestion des agents recenseurs.

Aussi, le recensement aura lieu sur la commune de Biot, par sondage, du 21 janvier au 27 février 2027.

Pour ce faire, il a été décidé que les enquêtes de recensement pourront être effectuées par des agents recenseurs ~~titulaires ou non titulaires~~, affectés à cette tâche et recrutés à cette fin, étant précisé que ces derniers ne peuvent ~~exercer~~ dans la commune de fonctions électives.

AR ~~Préfecture~~

006-210600185-20261001-2026_084_1_01-DE
Reçu le 01/10/2026

De par l'étendue du territoire, il est nécessaire de nommer, outre le coordonnateur demandé par l'INSEE, un coordonnateur adjoint et 2 à 4 agents recenseurs.

Concernant les agents recenseurs, en période de recensement et préalablement aux six semaines de collecte, une première période sera consacrée à la vérification des adresses, suivie d'une semaine de reconnaissance des tournées. À l'issue de la collecte, dix jours seront nécessaires pour les opérations de clôture des envois à l'INSEE.

L'indemnisation des agents recenseurs relevant désormais de la pleine responsabilité de la commune, une dotation forfaitaire d'environ 2 000 euros sera allouée à la ville par l'INSEE.

Cependant, le travail en amont, les tournées de reconnaissance, le suivi demandé aux agents recenseurs nécessiteront une charge financière importante pour la commune.

Chaque agent recenseur sera en charge de recenser entre 100 et 200 logements. Leur disponibilité, leur moralité, leur discrétion, la connaissance de la commune seront les critères de recrutement.

Concernant les postes de coordonnateur et coordonnateur adjoint, leurs missions principales seront l'encadrement des agents recenseurs et la vérification de la collecte avec un travail du lundi au samedi avec des horaires variables, et une grande disponibilité le soir.

En conséquence, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur la rémunération accordée aux coordonnateurs et aux agents recenseurs étant entendu que les montants proposés sont nets de toutes cotisations sociales qui seront par ailleurs à la charge de la commune.

Il est donc proposé le dispositif de rémunération suivant :

- Une prime de 600 euros bruts par mois (d'octobre à février) pour le coordonnateur principal et une prime de 300 euros bruts par mois (de janvier à février) pour le coordonnateur adjoint.
- Pour les agents recenseurs, une rémunération sera attribuée selon le barème suivant :

Coût de la formation par session (maximum 2)	50 euros
Coût de la tournée de reconnaissance par logement	2 euros
Coût par logement recensé	2 euros
Coût par bulletin individuel par personne recensée	2 euros

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21,

VU le Code général de la fonction publique,

VU la loi n°2002-276 en date du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V, articles 156 à 158,

VU la loi n°2017-256 en date du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique,

VU le décret n°2003-485 en date du 05 juin 2003 relatif au recensement de la population,

VU le décret n°2003-561 en date du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

VU le décret n°2024-1124 en date du 04 décembre 2024 relatif aux agents recenseurs,

VU le décret n°2025-685 en date du 22 juillet 2025 modifiant l'annexe au décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population ;

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

AR

006-210600185-20252004-0006_084_1_01-DE
Reçu le 01/10/2026

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter les agents recenseurs nécessaires à la mise en œuvre du recensement 2027.
- **DÉCIDE** d'adopter le dispositif de rémunération des agents recenseurs et des coordonnateurs tel que précisé ci-dessus.
- **INSCRIT** les crédits correspondants à ces charges au chapitre 12 du budget de l'exercice 2027.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT




AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_084_1_01-DE
Reçu le 01/10/2026

de nommer Monsieur Maxime CHARASSE, chargé des transports, en tant que responsable des transports en régie à compter du 1^{er} octobre 2026.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code des transports,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2023/106/14-01 en date du 19 décembre 2023 portant désignation du responsable des transports en régie,

VU l'avis de la commission Éducation, Loisirs et Jeunesse en date du 11 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

- **ABROGE** la délibération du Conseil Municipal n°2023/106/14-01 en date du 19 décembre 2023 portant désignation du responsable des transports en régie.
- **DÉSIGNE** Monsieur Maxime CHARASSE, chargé des transports, en qualité de responsable des transports en régie de la commune de Biot à compter du 1^{er} octobre 2026.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERMIT



Le secrétaire de séance

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_085_2_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER
N° d'ENREGISTREMENT 2026/086/3-01	ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BH N°100 ET BH N°103 DANS LE QUARTIER DE LA SAVONNIÈRE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION Le 22 septembre 2026 Le Maire
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L'AFFICHAGE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint** au **Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL.

Monsieur Gérard PETIT 6^{ème} adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme et la Gestion foncière, rapporteur, EXPOSE :

Dans le cadre de sa politique de préservation et de gestion des espaces naturels et agricoles de la plaine de la Brague, ainsi que des actions menées en matière de prévention du risque inondations la commune de Biot poursuit une politique de maîtrise foncière dans ce secteur.

À ce titre, la commune souhaite procéder à l'acquisition auprès de la SCI LA SAVONNIÈRE :

- de la parcelle cadastrée section BH n°100, d'une superficie de 1 605 m² ;
- de la parcelle cadastrée section BH n°103, d'une superficie de 511 m².

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_086_3_01-DE
Reçu le 01/10/2026



L'acquisition de ces deux parcelles d'une superficie totale de 2 116 m² a été négociée avec la SCI LA SAVONNIÈRE pour un montant global de cinquante-sept mille six cent quatre-vingt-sept euros (57 687 €).

Cette acquisition répond à un double objectif de préservation et de valorisation des espaces agricoles et de prévention du risque inondation.

La partie des terrains située en zone agricole, représentant une superficie totale de 1 889 m², sera proposée à un agriculteur en vue de son exploitation, à l'instar du terrain voisin sur lequel des oliviers sont déjà cultivés.

Cette mise à disposition permettra de conforter l'activité agricole dans la plaine de la Brague, d'assurer l'entretien et la valorisation des terrains et de prévenir leur enrichissement.

Par ailleurs, à l'issue de l'acquisition, la partie basse de la parcelle BH n°100, comprenant la berge de la Brague et la partie de la piste de la Savonnière, a vocation à être rétrocédée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) en vue de la création puis de l'entretien d'un piège à embâcles, participant à la prévention du risque inondation.

Cette rétrocession fera l'objet d'une procédure distincte.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2241-1,
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU** le Plan local d'urbanisme de la commune de Biot en vigueur,
- VU** l'accord intervenu avec la SCI LA SAVONNIÈRE sur l'acquisition des parcelles cadastrées section BH n°100 et BH n°103 pour un montant total de 57 687 euros,
- VU** l'avis de la commission Aménagement Urbanisme et Environnement du 22 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur ;

Le CONSEIL MUNICIPAL,
 AR. Pour le Rapporteur en son EXPOSÉ,
 APRES EN AVOIR DELIBERE,
 A L'UNANIMITE,

006-210600185-2026/0001-2026/086_3_01-DE
 Reçu le 01/10/2026

- **APPROUVE** l'acquisition auprès de la SCI LA SAVONNIÈRE des parcelles cadastrées section BH n°100 et BH n°103, d'une superficie totale de 2 116 m², au prix global de 57 687 euros.
- **PRÉCISE** que les frais afférents à cette acquisition seront supportés par la commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération.
- **DIT QUE** les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMET



AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_086_3_01-DE
Reçu le 01/10/2026

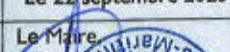


VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e V I L L E D E B I O T E X T R A I T D U R E G I S T R E des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER
N° d'ENREGISTREMENT 2026/087/3-02	CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE SECTION AH N°170 DANS LE QUARTIER DE LA VALMASQUE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION Le 22 septembre 2026
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	32	1	33	33	0	Le Maire 
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, Maire – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTRES, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur Gérard PETIT 6^{ème} adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme et la Gestion foncière, rapporteur, EXPOSE :

La commune de Biot est propriétaire de la parcelle cadastrée section AH n° 170, parcelle relevant de son domaine privé communal.

À l'occasion d'une opération de bornage réalisée entre cette parcelle communale et la propriété voisine appartenant à la SCI PHICLAU, il a été constaté que la clôture de cette dernière avait été implantée, vraisemblablement par erreur, au-delà de la limite séparative et englobait ainsi une partie du terrain communal précité.

Il a également été constaté que cette emprise accueille une partie des équipements d'assainissement nécessaires à la propriété de la SCI PHICLAU, et notamment une pompe de relevage.

Afin de régulariser cette situation foncière, il est proposé de céder à la SCI PHICLAU l'emprise concernée, représentant une superficie de 221 m² environ, à détacher de la parcelle communale cadastrée section AH n° 170.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_087_3_02-DE
Reçu le 01/10/2026



Les services du Domaine ont été consultés et ont évalué la valeur vénale de cette emprise, située en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme, à 14 300 euros.

La SCI PHICLAU ayant accepté le principe de cette acquisition à ce prix, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la cession de l'emprise de 221 m² environ au prix de 14 300 euros, permettant ainsi de mettre en concordance la situation foncière avec l'occupation effective des lieux.

La parcelle AH n° 170 appartenant au domaine privé de la commune, cette cession peut intervenir dans les conditions de droit commun applicables aux biens relevant du domaine privé communal.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2241-I, relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières effectuées par les communes,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2211-I et suivants et L.3211-14,

VU l'avis des services du Domaine en date du 21 juillet 2026, évaluant à 14 300 euros la valeur vénale de l'emprise de 221 m² à détacher de la parcelle communale cadastrée section AH n° 170,

VU l'accord de la SCI PHICLAU pour l'acquisition de ladite emprise au prix de 14 300 euros,

VU l'avis de la commission Aménagement Urbanisme et Environnement du 22 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur ;

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUÏ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** la cession au profit de la SCI PHICLAU d'une emprise de 221 m² environ à détacher de la parcelle communale cadastrée section AH n° 170.

- **DÉCIDE** de fixer le prix de cette cession à 14 300 euros, conformément à l'évaluation réalisée par les services du Domaine.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-
Reçu le 01/10/2026

PRÉCISE que les frais afférents à cette cession, notamment les frais de géomètre et d'acte, seront à la charge de l'acquéreur.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte de cession ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERNIER



Le secrétaire de séance

A blue ink signature, likely belonging to the secretary of the meeting, written in a stylized, cursive manner.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_087_3_02-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
N° d'ENREGISTREMENT 2026/088/4-01	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS À TEMPS COMPLET ET NON COMPLET - ÉVOLUTION DE CARRIÈRE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION Le 22 septembre 2026
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	32	17	1	33	0	Le Maire 
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L'AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, Maire – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur Éric OPERTO, 8^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux Ressources Humaines, rapporteur, EXPOSE :

Conformément au Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.313-1 et L.542-1 à L.542-35, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Aussi, il appartient à l'assemblée délibérante, sur proposition de l'autorité territoriale, de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs afin de permettre les avancements de grade.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_088_4_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Pour tenir compte des diverses évolutions de carrière, il est proposé d'adapter le tableau des effectifs des emplois communaux de la façon suivante :

Cadre d'emplois	Grade	Nombre d'emplois	
Filière administrative		Création	Suppression
RÉDACTEURS	Rédacteur	1	
Filière technique			
AGENTS DE MAÎTRISE	Agent de maîtrise	1	
ADJOINTS TECHNIQUE	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe		1
	Total emplois	2	1

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général de la fonction publique,

VU l'arrêté en date du 13 septembre 2021 portant adoption des Lignes directrices de gestion,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** la modification du tableau des effectifs présenté ci-dessus.
- **PASSE** les écritures budgétaires correspondantes au budget de l'exercice en cours.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIF



AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_088_4_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
N° d'ENREGISTREMENT 2026/089/4-02	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS À TEMPS COMPLET ET NON COMPLET - ÉVOLUTION DE SERVICE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	32	17	1	33	0	Le Maire
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, Maire – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoints au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTES, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur Éric OPERTO, 8^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux Ressources Humaines, rapporteur, EXPOSE :

Il appartient à l'organe délibérant, sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs de la collectivité. C'est lui qui crée les emplois permanents à temps complet et les emplois permanents à temps non complet nécessaires au bon fonctionnement des services communaux.

Pour tenir compte des diverses évolutions de service, il est proposé d'adapter le tableau des effectifs des emplois communaux de la façon suivante :

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_089_4_02_1-DE
Reçu le 01/10/2026

Cadre d'emplois	Grade	Nombre d'emplois	
Filière technique		Création	Suppression
INGÉNIEURS	Ingénieur principal		1
Filière administrative			
ATTACHÉS	Attaché	1	
RÉDACTEURS	Rédacteur	1	
ADJOINTS ADMINISTRATIFS	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe		1
Total emplois		2	2

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général de la fonction publique,

VU le décret n°88-145 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 11 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** la modification du tableau des effectifs présenté ci-dessus.
- **PASSE** les écritures budgétaires correspondantes au budget de l'exercice en cours.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT



AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_089_4_02_1-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
N° d'ENREGISTREMENT 2026/090/4-03	MODIFICATION DU DISPOSITIF D'ATTRIBUTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) AUX AGENTS COMMUNAUX

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION Le 22 septembre 2026
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	32	17	1	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de : LA PUBLICATION EN LIGNE ET L'AFFICHAGE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026						Le Maire,
LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026						
LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026						

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – M. PEIGNE, Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLO, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA, **Conseillers Municipaux**

PROCURATIONS | Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL

Monsieur Éric OPERTO, 8^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux Ressources Humaines, rapporteur, EXPOSE :

Depuis la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) par le Conseil Municipal en date du 08 décembre 2016, plusieurs délibérations sont venues modifier le régime indemnitaire applicable aux agents publics communaux titulaires, stagiaires et contractuels, afin d'intégrer les diverses évolutions statutaires pour chaque cadre d'emploi et instaurer des modalités propres à la commune de Biot.

Toutefois, la Chambre Régionale des Comptes (CRC) a, lors de son contrôle en 2026, d'ores et déjà émis des remarques relatives aux dispositions adoptées par les délibérations du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2018 et 06 décembre 2018.

Plus précisément, la CRC a relevé que :

- L'attribution de primes ponctuelles, dites « d'exemplarité » et « exceptionnelles », fondées sur des actions occasionnelles réalisées par les agents communaux, ne s'inscrit pas dans le cadre réglementaire applicable au régime indemnitaire ;

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026-090-4-03-DE
Reçu le 01/10/2026

Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est versé mensuellement, alors que, conformément aux dispositions réglementaires encadrant le RIFSEEP, il a vocation à être attribué selon une périodicité annuelle.

En conséquence, dans un premier temps, il convient de modifier les délibérations précitées afin de les mettre en conformité avec les observations formulées par la CRC et avec la réglementation en vigueur relative au régime indemnitaire des agents territoriaux.

Cette modification permettra également de retenir pour l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et le CIA, les plafonds de versement afférents aux groupes de fonctions déterminés par les services de l'Etat et d'appliquer les évolutions ultérieures de ces montants de référence. Ainsi, la collectivité pourra élargir ses possibilités en matière de recrutements ou de revalorisations salariales.

Dans un second temps, une réflexion va être menée avec les partenaires sociaux afin de mettre en place de nouvelles modalités d'attribution du CIA résultant des entretiens professionnels individuels des agents à partir de l'année 2027.

En outre, la filière sécurité étant exclue du RIFSEEP, la délibération n°2024/97/1-04 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024 approuvant le nouveau régime indemnitaire applicable aux agents de la police municipale, reste en vigueur pour les cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale
- Agents de police municipale

Toutefois, comme pour les autres filières, les conditions de maintien ou de suppression de l'ISFE, de la filière sécurité, seront appliquées conformément au paragraphe 3.1 de la présente délibération.

De plus, la filière culturelle pour les cadres d'emplois des Professeurs et Assistants d'enseignement artistique est également exclue du RIFSEEP. Cette modification est donc sans impact sur les modalités d'attribution des primes pour ces agents.

Il convient donc de mettre à jour notre régime indemnitaire selon les éléments établis ci-dessus.

I – Composition du complément de traitement

Il niveaux d'attribution selon les fonctions exercées et définis comme suit :

Niveau	Libellé Niveau
DG	DIRECTION GENERALE
I	COMITE DE DIRECTION
II	RESPONSABLE DE SERVICE
III	CHARGE DE MISSION
IV	CHEF DE SECTEUR OU EXPERTISE TECHNIQUE FORTE
V	CHEF D'EQUIPE OU EXPERTISE TECHNIQUE
VI	AGENT BENEFICIAIRE D'UNE MAITRISE PROFESSIONNELLE AVEREE
VII	AUTRES AGENTS ET PRISE DE POSTE
PE	PROFESSIONNELS EXERÇANT LEURS FONCTIONS DANS UN CENTRE MULTI-ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE
PM	POLICE MUNICIPALE
EA	ENSEIGNANT ARTISTIQUE

L'IFSE est attribuée mensuellement selon le poste occupé, le niveau de fonction exercée, le cadre d'emploi ou grade en application de l'organigramme de la collectivité.

Le CIA pourra être attribué annuellement sur proposition du responsable de service postérieurement à l'entretien professionnel annuel de l'agent, sur la base d'un tableau établi par la Direction générale des services et validé par l'autorité territoriale.

Il est entendu que le montant indemnitaire globalement alloué à chaque agent est fixé dans les limites des maxima autorisés par la réglementation.

AR Préfecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

II- Primes et indemnités

A. Cadres d'emplois non concernés par le RIFSEEP

Filière culturelle :

- Une indemnité de suivi et d'orientation des élèves est instituée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence	Montants de référence	Part fixe Coeff.	Part variable Coeff.
	Part fixe	Part variable		
Professeur d'enseignement artistique hors classe Professeur d'enseignement artistique classe normale Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} cl. Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} cl. Assistant d'enseignement artistique	2 550€	1 497,84€	0,10 à 1	0 à 1

B. Cadres d'emplois entrant dans le champ du RIFSEEP

1) IFSE

Le principe : L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Dans la circulaire n°RDFFI427139C du 05 décembre 2014, le ministère de la Décentralisation et de la Fonction publique préconise, pour la fonction publique d'État, de constituer 4 groupes de fonctions pour les agents de catégorie A, 3 groupes de fonctions pour les agents de catégorie B et 2 groupes de fonctions pour les agents de catégorie C.

Ainsi, chaque emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au sein des cadres d'emploi au vu des critères professionnels suivants :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception** : prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes sur l'encadrement, l'élaboration et le suivi des dossiers stratégiques.
- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions** : valorisation des acquisitions et mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de l'agent.
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel** : sujétions spéciales liées à l'exercice des fonctions.

I.1 Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Les montants maxima de l'IFSE sont déterminés par l'organe délibérant en fonction du plafond réglementaire.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds maximum suivants :

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Catégorie A :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ATTACHÉS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur général des services Directeur général adjoint des services	36 210€	/
Groupe 2	Directeur	32 130€	/
Groupe 3	Responsable de service	25 500€	/
Groupe 4	Chargé de missions Chargé de projets Coordinateur projets Adjoint au responsable de service	20 400€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES INGÉNIEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur général des services Directeur général adjoint des services	36 210€	/
Groupe 2	Directeur	32 130€	/
Groupe 3	Responsable de service	25 500€	/
Groupe 4	Chargé de missions Chargé de projets Coordinateur projets Adjoint au responsable de service	20 400€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES PUÉRICULTRICES TERRITORIALES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur multi-accueil	19 480€	/
Groupe 2	Coordinateur SPPE	15 300€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GÉNÉRAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur multi-accueil	19 480€	/
Groupe 2	Coordinateur SPPE	15 300€	/

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur multi-accueil	14 000€	/
Groupe 2	Coordinateur SPPE	13 500€	/
Groupe 3	Relais de direction Réfèrent éducation	13 000€	/

Catégorie B :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES RÉDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable de service	17 480€	/
Groupe 2	Chargé de mission Coordinateur projets Assistant de direction Technicien métier	16 015€	/
Groupe 3	Chef de secteur Adjoint au responsable de service Gestionnaire d'un domaine Chef d'équipe Instructeur en droit des sols Assistant métier Chargé de communication	14 650€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Relais de direction	17 480€	/
Groupe 2	Auxiliaire de puériculture expérimenté ATSEM expérimenté	16 015€	/
Groupe 3	Auxiliaire de puériculture prise de poste	14 650€	/

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ANIMATEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable de service	17 480€	/
Groupe 2	Coordinateur périscolaire Chargé de projets Directeur ALSH	16 015€	/
Groupe 3	Référent périscolaire Adjoint au coordinateur périscolaire Adjoint au directeur ALSH	14 650€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable de service	17 480€	/
Groupe 2	Chargé de missions Chargé de projets Technicien métier	16 015€	/
Groupe 3	Chef de secteur Gestionnaire d'un domaine Chef d'équipe Instructeur en droit des sols Assistant métier	14 650€	/

Catégorie C :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Chargé de mission Chef de secteur Gestionnaire d'un domaine Technicien métier Instructeur du droit des sols	11 340€	/
Groupe 2	Assistant de direction Assistant métier Agent d'accueil Secrétaire Comptable Conseiller en séjours Régisseur	10 800€	/

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Chargé de projets Chef de secteur Technicien métier Gestionnaire d'un domaine	11 340€	/
Groupe 2	Chef d'équipe Cuisinier Agent de maintenance des bâtiments Agent métier spécialisé	10 800€	/
	Gardien		6 750€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Chargé de projets Chef de secteur Technicien métier Gestionnaire d'un domaine Agent métier spécialisé Cuisinier référent	11 340€	/
Groupe 2	Chef d'équipe Agent de maintenance des bâtiments Agent de BCD Agent technique prise de poste Cuisinier	10 800€	/
	Gardien		6 750€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS D'ANIMATION TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur ALSH Adjoint au coordinateur périscolaire	11 340€	/
Groupe 2	Adjoint au directeur ALSH Réfèrent périscolaire Animateur Agent de BCD	10 800€	/

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS DU PATRIMOINE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Agent de BCD expérimenté	11 340€	/
Groupe 2	Agent de BCD	10 800€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS TERRITORIAUX SPÉCIALISÉS DES ÉCOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Agent spécialisé	11 340€	/
Groupe 2	Agent sans formation	10 800€	/

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGÉ	LOGÉ POUR NECESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Agent spécialisé CAP auprès des enfants expérimenté	11 340€	/
Groupe 2	Agent sans formation CAP auprès des enfants prise de poste	10 800€	/

1.2 Attribution individuelle

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

1.3 Réexamen

Le montant annuel attribué à l'agent pourra faire l'objet d'un réexamen (à la hausse ou à la baisse) des montants dans le cas de modifications substantielles des missions de l'agent. En outre, la situation de l'agent sera réexaminée à minima, tous les 4 ans.

Lorsqu'un agent d'application n'appartenant pas à l'encadrement, affecté sur un niveau V, VI ou VII, assume la totalité des fonctions de son supérieur hiérarchique en son absence, il lui est attribué le niveau de régime indemnitaire correspondant, au prorata temporis, dès lors que la période de remplacement est au moins égale à 3 jours consécutifs. Le versement de cette indemnité (correspondant au montant total mensuel du niveau) sera effectué sur le mois suivant la vérification du service fait.

1.4 Périodicité :

L'IFSE est versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail (temps complet, temps non complet, temps partiel) dans les mêmes conditions que le traitement.

Cette indemnité fera l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

2) CIA

Le principe : Le Complément Indemnitare Annuel (CIA) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2.1 Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Les montants maxima du CIA sont déterminés par l'organe délibérant en fonction du plafond réglementaire.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Catégorie A :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ATTACHÉS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur général des services Directeur général adjoint des services	6 390€
Groupe 2	Directeur	5 670€
Groupe 3	Responsable de service	4 500€
Groupe 4	Chargé de missions Chargé de projets Coordinateur projets Adjoint au responsable de service	3 600€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES INGÉNIEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur général des services Directeur général adjoint des services	6 390€
Groupe 2	Directeur	5 670€
Groupe 3	Responsable de service	4 500€
Groupe 4	Chargé de missions Coordinateur projets Adjoint au responsable de service	3 600€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES PUÉRICULTRICES TERRITORIALES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur multi-accueil	3 440€
Groupe 2	Coordinateur SPPE	2 700€

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES INFIRMIÈRES EN SOINS GÉNÉRAUX TERRITORIALES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur multi-accueil	3 440€
Groupe 2	Coordinateur SPPE	2 700€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur multi-accueil	1 680€
Groupe 2	Coordinateur SPPE	1 620€
Groupe 3	Relais de direction Réfèrent éducation	1 560€

Catégorie B :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES RÉDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsable de service	2 380€
Groupe 2	Chargé de mission Coordinateur projets Assistant de direction Technicien métier	2 185€
Groupe 3	Chef de secteur Adjoint au responsable de service Gestionnaire d'un domaine Chef d'équipe Instructeur en droit des sols Assistant métier Chargé de communication	1 995€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Relais de direction	2 380€
Groupe 2	Auxiliaire de puériculture expérimenté ATSEM expérimenté	2 185€

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ANIMATEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsable de service	2 380€
Groupe 2	Coordinateur périscolaire Chargé de projets Directeur ALSH	2 185€
Groupe 3	Référent périscolaire Adjoint au coordinateur périscolaire Adjoint au directeur ALSH	1 995€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsable de service	2 380€
Groupe 2	Chargé de missions Chargé de projets Technicien métier	2 185€
Groupe 3	Chef de secteur Gestionnaire d'un domaine Chef d'équipe Instructeur en droit des sols Assistant métier	1 995€

Catégorie C :

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Chargé de mission Chef de secteur Gestionnaire d'un domaine Technicien métier Instructeur du droit des sols	1 260€
Groupe 2	Assistant de direction Assistant métier Agent d'accueil Secrétaire Comptable Conseiller en séjours Régisseur	1 200€

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Chargé de projets Chef de secteur Technicien métier Gestionnaire d'un domaine	1 260€
Groupe 2	Chef d'équipe Cuisinier Agent de maintenance des bâtiments Agent métier spécialisé Gardien	1 200€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Chargé de projets Chef de secteur Technicien métier Gestionnaire d'un domaine Agent métier spécialisé Cuisinier référent	1 260€
Groupe 2	Chef d'équipe Agent de maintenance des bâtiments Agent de BCD Agent technique prise de poste Cuisinier Gardien	1 200€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS D'ANIMATION TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Directeur ALSH Adjoint au coordinateur périscolaire	1 260€
Groupe 2	Adjoint au directeur ALSH Réfèrent périscolaire Animateur Agent de BCD	1 200€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS DU PATRIMOINE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Agent de BCD expérimenté	1 260€
Groupe 2	Agent de BCD	1 200€

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS TERRITORIAUX SPÉCIALISÉS DES ÉCOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Agent spécialisé	I 260€
Groupe 2	Agent sans formation	I 200€

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOI DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Agent spécialisé CAP expérimenté auprès des enfants	I 260€
Groupe 2	Agent sans formation CAP auprès des enfants prise de poste	I 200€

2.2 Application du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Le CIA, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre, est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Il convient ainsi de mettre en place des critères d'attribution, afin de déterminer les montants individuels du CIA à partir du groupe de fonctions. Ceux-ci porteront notamment sur la valeur professionnelle et l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel selon les critères suivants conformément à la délibération mettant en place l'entretien professionnel :

- ✓ Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- ✓ Les compétences professionnelles et techniques
- ✓ Les qualités relationnelles
- ✓ La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

Les montants proposés par les supérieurs hiérarchiques seront examinés par la Direction générale des services en Comité de Direction puis validés par l'autorité territoriale.

2.3 Conditions de versement :

Le CIA lié à l'entretien professionnel sera versé annuellement en une seule fois conformément à la réglementation en vigueur.

Les modalités de répartition selon les groupes de fonctions par catégories et cadres d'emplois, précisés ci-dessus, seront fixées postérieurement à la réflexion engagée en interne avec les représentants du personnel.

3) Modalités d'attribution

3.1 Modalités de maintien ou de suppression :

Les primes et indemnités (en dehors du CIA) cesseront d'être versées en cas :

- ❖ d'arrêt pour maladie ordinaire ou pour accident de service ne nécessitant pas une hospitalisation, à compter du 15^{ème} jour d'arrêt annuel, incluant le jour de carence, (du 1^{er} janvier au 31 décembre),
- ❖ d'autorisation d'absence pour garde d'enfant malade, au-delà de la durée de droit commun (1 fois les obligations hebdomadaires + 1 jour).

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Le calcul sera effectué sur la base de $n/30^{\text{ème}}$ du montant total du régime indemnitaire, sur le mois suivant l'absence.

Dans le cas d'un temps partiel thérapeutique les primes et indemnités sont calculées au prorata de la durée effective de service.

Les primes et indemnités sont obligatoirement suspendues en cas de congé de longue maladie, de longue durée, de maladie grave ainsi que pendant la période de préparation au reclassement.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement accordé au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

Les absences consécutives à la maternité, à l'adoption ou au congé de paternité, au congé pathologique, à la maladie ordinaire et/ou à l'accident de service (avec hospitalisation ou avis de passage), aux congés annuels et aux autorisations d'absences régulières, n'interviennent pas dans le décompte de l'absentéisme.

En outre, les primes et indemnités suivront le sort du traitement dans les conditions prévues par le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie.

3.2 Bénéficiaires :

- ❖ Agents titulaires et stagiaires, à temps complet et non complet.
- ❖ Agents contractuels de droit public et les collaborateurs de cabinet,

Sont exclus : les assistantes maternelles, les saisonniers et les agents recrutés sur des contrats de droit privé.

III - Primes et indemnités liées à des fonctions ou sujétions particulières ou technicité du poste et primes spécifiques

Certaines indemnités sont cumulables, par exception, avec le RIFSEEP. Elles sont listées dans l'arrêté du 27 août 2015.

- Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

Grade	Taux
Directeur Général des Services	15% du traitement brut

- Indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement

Le décret n°50-1253 en date du 06 octobre 1950 modifié, institue au profit des agents relevant des cadres d'emploi des professeurs d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique une indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement, selon les modalités suivantes :

- En cas de service supplémentaire régulier, à raison d'une heure supplémentaire réellement effectuée par semaine de façon régulière toute l'année, au-delà de l'horaire hebdomadaire fixé par le statut particulier.
- En cas de service supplémentaire irrégulier, chaque heure supplémentaire est rémunérée sur la base majorée de 25 % de $1/36^{\text{ème}}$ de l'indemnité annuelle applicable aux heures supplémentaires au-delà de la première heure, soit : (montant annuel/36) +25%.

Les modalités de calcul de l'indemnité horaire d'enseignement pour la filière culturelle artistique sont fixées par décret et varient selon l'évolution de l'indice 100 et des indices de rémunération.

Cette indemnité est non cumuleable avec toutes autres indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou IFTS. Elle n'est pas cumuleable avec le bénéfice d'un logement concédé par nécessité absolue de service.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Pour toutes les filières :

- Prime annuelle

L'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 a prévu le maintien des avantages collectivement acquis par l'intermédiaire d'organisme à vocation sociale.

Ainsi, la délibération n°9 du 27 novembre 1997 prend acte du montant annuel de la prime de fin d'année, d'un montant de 1 112,88 euros nets, l'intégrant au salaire.

Le versement de la prime annuelle est effectué au prorata du temps de travail accompli, annuellement sur le mois de novembre ou en deux fois sur les traitements de juin et novembre de l'année, à la demande expresse de l'agent et de manière irréversible.

La prime annuelle suit le sort du traitement de l'agent.

- Indemnités allouées aux régisseurs d'avances et de recettes

L'indemnité de maniement de fonds des régisseurs d'avances et de recettes est régie par le décret n°2022-1605 en date du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 en date du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics.

Cette indemnité est allouée aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public employés à temps complet ou non complet.

- Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) est versée à des agents qui sont mobilisés, en dehors de leurs heures normales de service, pour des opérations électorales et qui ne peuvent pas percevoir d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Lors des élections présidentielles, législatives, régionales, municipales, les consultations par voie de référendum et les élections du Parlement européen, certains agents municipaux sont amenés à effectuer des heures supplémentaires. Ces travaux supplémentaires, effectués sur demande de l'autorité territoriale, peuvent être compensés de différentes manières.

Pour les agents relevant des catégories B et C, la réglementation prévoit la prise d'un repos compensateur égal à la durée de travail supplémentaire et, à défaut, le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Pour les agents relevant de la catégorie A, non admis au bénéfice des IHTS, il est possible de leur attribuer une autre indemnité, à savoir l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) prévue par l'arrêté du 27 février 1962.

Ainsi, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1962, l'IFCE est allouée dans la double limite :

- D'un crédit global (enveloppe) obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum de ce grade.

Il sera appliqué un coefficient multiplicateur de 3 au montant moyen annuel prévu à l'article 2 de l'arrêté du 12 mai 2014, indexé sur la valeur du point d'indice, pour les attachés territoriaux (2^{ème} catégorie).

L'IFCE est instituée pour chaque tour de scrutin, au profit des agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public et versée après chaque tour d'une élection.

Lorsque deux tours d'élections se déroulent le même jour, une seule indemnité est allouée.

Cette indemnité peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte de tours d'élection.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

- Indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Les emplois de catégorie B et C dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires (maximum 25 heures au cours d'un même mois), pourront bénéficier du versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), conformément au décret n°2002-60 en date du 14 janvier 2002 et à la délibération du Conseil Municipal n°2021/91/1-02 en date du 14 décembre 2021.

Il est proposé d'instituer un régime indemnitaire, selon les modalités exposées ci-dessus, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'État, au profit des agents titulaires, stagiaires et des agents contractuels de droit public.

Ces dispositions feront l'objet d'un arrêté individuel, pris sur proposition du Directeur Général des Services. Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L 712-I, et L 714-I et suivants,

VU le décret n°91-875 en date du 06 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2010-997 en date du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n°2014-513 en date du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'État et son arrêté d'application du 27 août 2015,

VU le décret n°2014-1526 en date du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'État,

VU les tableaux d'équivalence entre les corps de l'État et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale permettant l'application du RIFSEEP aux cadres d'emplois concernés, annexés au décret n°91-875 du 06 septembre 1991 susvisé,

VU la circulaire DGCL/DGFP en date du 03 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP,

VU le décret n°2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladies

VU la délibération du Conseil Municipal n°2015/100/3-03 en date du 24 septembre 2015 fixant le dispositif d'entretien professionnel,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2018/111/1-07 en date du 02 octobre 2018 adoptant le nouveau régime indemnitaire des agents publics communaux titulaires, stagiaires et contractuels,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2018/147/1-02 en date du 06 décembre 2018 modifiant les conditions d'attribution de la part variable (CIA),

VU la délibération du Conseil Municipal n°2020/41/0-29 en date du 11 juin 2020 intégrant les cadres d'emplois des ingénieurs, puéricultrices, infirmiers en soins généraux, éducateurs de jeunes enfants, techniciens et auxiliaires de puériculture, référencés dans le RIFSEEP,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2021/91/1-02 en date du 14 décembre 2021 instaurant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),

VU la délibération du Conseil Municipal n°2024/111/1-02 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024 instaurant l'ISFE des agents de police municipale,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date 11 septembre 2026,

VU l'avis de la commission des Finances en date du 24 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

OÙ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

- **DÉCIDE** la modification du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) à compter du 1^{er} octobre 2026.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026

- **ABROGE** toutes les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire du personnel à l'exception de la délibération n°2024/111/1-02 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 instaurant l'ISFE des agents de police municipale.
- **ADOpte** le nouveau régime indemnitaire des agents publics communaux titulaires, stagiaires et contractuels comme présenté ci-avant.
- **DÉCIDE** le maintien du régime indemnitaire applicable aux agents de la police municipale (ISFE) avec intégration des modalités de suppressions et maintien précisés au 3.1 ci-avant.
- **INSCRIT** chaque année les crédits correspondants au budget de l'exercice courant.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT



AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_090_4_03-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
V I L L E D E B I O T
E X T R A I T D U R E G I S T R E
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
N° d'ENREGISTREMENT 2026/091/4-04	DÉBAT OBLIGATOIRE RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE (PSC) - PRÉVOYANCE ET SANTÉ

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION Le 22 septembre 2026
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	31	17	2	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L'AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHII, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Éric OPERTO, 8^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux Ressources Humaines, rapporteur, EXPOSE :

La loi n°2025-1251 en date du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux, transpose l'accord du 11 juillet 2023 et encadre le volet prévoyance de la fonction publique locale en fixant une obligation de contrats collectifs obligatoires et une participation minimale de l'employeur de 50 % à l'horizon du 1^{er} janvier 2029.

Conformément à l'article L.827-12 du Code général de la fonction publique (CGFP), l'assemblée délibérante est légalement tenue d'organiser un débat sur la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans les six mois suivant le renouvellement général du Conseil Municipal de mars 2026.

Il est rappelé le caractère pionnier de la Ville de Biot sur ce sujet qui a fait preuve d'anticipation et d'exemplarité en mettant en place une couverture protectrice pour ses agents bien avant les échéances réglementaires.

En effet, par délibérations en date du 28 mars 2024 et du 17 décembre 2024, le Conseil Municipal a acté l'adhésion de la commune aux contrats collectifs mutualisés du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes (CDG 06) avec effet au 1^{er} janvier 2025.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_091_4_04-DE
Reçu le 01/10/2026

Ainsi, la commune s'est déjà pleinement conformée à cette trajectoire sociale protectrice par deux actes majeurs :

1. Sur le volet « prévoyance » (incapacité, invalidité, décès) :
 - Adhésion au contrat collectif à adhésion obligatoire au bénéfice de l'ensemble des agents de la Ville de Biot (titulaires, stagiaires et contractuels dont la durée de contrat est supérieure ou égale à 6 mois consécutifs).
 - Souscription à la garantie de base à hauteur de 90 % du revenu net des agents en cas d'incapacité temporaire de travail ou d'invalidité.
 - Participation financière de la commune à hauteur de 50 % de la cotisation acquittée par les agents, conformément à l'accord collectif départemental.
2. Sur le volet « santé » (frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident) :
 - Adhésion à la convention de participation négociée par le CDG 06 (contrat à adhésion facultative pour les agents).
 - Octroi d'une participation financière de la collectivité à hauteur de 15 €/agent et par mois visant à réduire le reste à charge des agents souscripteurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le débat de ce jour permet au nouveau Conseil Municipal de prendre acte de ces dispositifs et de réaffirmer la trajectoire sociale de la commune, pleinement en phase avec l'esprit et les obligations de la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.827-1 à L.827-12,

VU la loi n°2025-1251 en date du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

VU le décret n°2011-1474 en date du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU le décret n°2022-581 en date du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'ordonnance n°2021-175 en date du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU les délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Biot en date du 28 mars 2024 et du 17 décembre 2024,

CONSIDÉRANT la tenue du débat relatif à la protection sociale complémentaire au cours de la présente séance,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

- **PREND ACTE** de la tenue effective du débat obligatoire portant sur la protection sociale complémentaire (volet prévoyance et santé) prévu par l'article L.827-12 du CGFP à la suite du renouvellement général du Conseil Municipal.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire

Le secrétaire de séance





VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ÉDUCATION LOISIRS ET JEUNESSE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/092/5-01	MISE À JOUR DE LA CARTE SCOLAIRE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	31	17	2	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS-PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Monsieur Jean-Pierre DERMIT, Maire.
Secrétaire de Séance :

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjointe au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Madame Laura PAVAN, 9^{ème} Adjointe au Maire, déléguée à l'Éducation et la Petite Enfance, rapporteur, EXPOSE :

Par délibération en date du 24 juin dernier, le Conseil Municipal a approuvé la mise à jour de la carte scolaire de la commune afin d'intégrer la dénomination des nouvelles voies suite à l'actualisation de la Base Adresse Nationale (BAN). Toutefois, quelques erreurs matérielles de sectorisation se sont glissées dans le ciblage de certaines voies.

Afin de garantir une conformité entre les secteurs de la carte scolaire et l'inscription des familles dans les écoles communales, il convient de procéder à des ajustements correctifs. Les modifications qui vous sont présentées visent simplement à rétablir le périmètre initialement défini, sans modifier l'équilibre général des effectifs :

	Version du 24 juin 2026	Corrections proposées
Allée des Colibris	Secteur Eugène Olivari	Secteur Village
Chemin de la Fontanette	Secteur Moulin Neuf	Secteur École Village
Impasse des Maraîchers	Secteur Village	Secteur École Moulin Neuf

Il vous est donc demandé de valider ces rectifications afin de mettre à jour les adresses précitées avec la carte scolaire.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal, la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'éducation et notamment son article L. 212-7,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2026/73/5-01 en date du 24 juin 2026 portant sur la mise à jour de la carte scolaire,

VU l'avis de la commission Éducation, Loisirs et Jeunesse en date du 11 septembre 2026,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de corriger des erreurs matérielles de sectorisation constatées dans les annexes de la délibération du 24 juin 2026,

CONSIDÉRANT que ces rectifications ont pour seul but de rétablir la sectorisation initialement prévue,

Le CONSEIL MUNICIPAL,

OÙ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** les corrections de sectorisation apportées à la carte scolaire, telles que détaillées dans le tableau annexé à la présente délibération.
- **MAINTIENT** toutes les autres dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2026.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérécour citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DESMAY



Le secrétaire de séance

Pièce jointe :

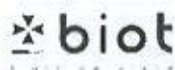
AR ~~Prise de connaissance~~ par secteur scolaire

006-210600185-20261001-2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU

2026/92/S-01



Adressage de la commune de Biot
Secteurs scolaires

Nom de la voie	Secteur scolaire
Allée Charles Victor Naudin	OLIVARI
Allée des Bougainvilliers	MOULIN NEUF
Allée des Champs de Pommiers	OLIVARI
Allée des Colibris	VILLAGE
Allée des Lauriers Roses	MOULIN NEUF
Allée des Lavandes	MOULIN NEUF
Allée des Oliviers	MOULIN NEUF
Allée du Casaou	MOULIN NEUF
Allée Liliane Valsecchi	MOULIN NEUF
Ancien Chemin de Biot à Grasse	VILLAGE
Avenue de Saint-Philippe	OLIVARI
Avenue des Alouettes	VILLAGE
Avenue des Arbousiers	VILLAGE
Avenue des Chênes Verts	VILLAGE
Avenue des Cyprès	VILLAGE
Avenue des Eucalyptus	VILLAGE
Avenue des Fauvettes	VILLAGE
Avenue des Hirondelles	VILLAGE
Avenue des Mésanges	VILLAGE
Avenue des Mimosas	MOULIN NEUF
Avenue des Orangers	MOULIN NEUF
Avenue des Pins	MOULIN NEUF
Avenue des Pinsons	VILLAGE
Avenue des Platanes	VILLAGE
Avenue du Jeu de la Baume	MOULIN NEUF
Avenue Roumanille	OLIVARI
Boulevard de la Source	VILLAGE
Calade des Migraniers	VILLAGE
Calade du Cimetière	VILLAGE
Calade Saint-Roch	VILLAGE
Chemin de la Bastide	VILLAGE
Chemin de la Baume	MOULIN NEUF
Chemin de la Brague	MOULIN NEUF
Chemin de la Chapelle Saint-Jean	MOULIN NEUF
Chemin de la Chèvre d'Or	MOULIN NEUF
Chemin de la Coste	MOULIN NEUF
Chemin de la Fontanette	VILLAGE
Chemin de la Gorgue	VILLAGE
Chemin de la Passerelle	MOULIN NEUF
Chemin de la Pierre à Four	VILLAGE
Chemin de la Romaine	MOULIN NEUF
Chemin de la Valmasque	MOULIN NEUF
Chemin de la Vigne Communale	VILLAGE
Chemin de l'Amitié	MOULIN NEUF
Chemin de l'Olivaie	VILLAGE
Chemin de Ronde	VILLAGE
Chemin de Roquefort	VILLAGE
Chemin de Saint-Julien	VILLAGE
Chemin de Saint-Pierre	MOULIN NEUF
Chemin de Santa Maria	VILLAGE
Chemin de Vallauris	MOULIN NEUF

AR Prefecture

006-210500185 20261001 2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Chemin des Aspres	MOULIN NEUF
Chemin des Bachettes	VILLAGE
Chemin des Cabots	MOULIN NEUF
Chemin des Cavaliers	VILLAGE
Chemin des Combes	MOULIN NEUF
Chemin des Hautes Vignasses	MOULIN NEUF
Chemin des Issarts	VILLAGE
Chemin des Prés	MOULIN NEUF
Chemin des Rouges-Gorges	VILLAGE
Chemin des Rouvres	VILLAGE
Chemin des Soullières	VILLAGE
Chemin des Vignasses	MOULIN NEUF
Chemin du Baou	VILLAGE
Chemin du bassin des Combes	MOULIN NEUF
Chemin du Grand Bois	VILLAGE
Chemin du Mas	VILLAGE
Chemin du Parc du Roy	VILLAGE
Chemin du Plan	MOULIN NEUF
Chemin du Val de Pome	MOULIN NEUF
Chemin du Vallon	MOULIN NEUF
Chemin du Vallon de la Castagne	VILLAGE
Chemin du Vallon de la Rine	VILLAGE
Chemin du Vallon Funel	MOULIN NEUF
Chemin Fanton d'Andon	MOULIN NEUF
Chemin Joseph Antoine Durbec	VILLAGE
Chemin Muratore	MOULIN NEUF
Chemin Neuf	VILLAGE
Chemin Saint-Grégoire	VILLAGE
Domaine de la Vigie	MOULIN NEUF
Hameau la Romaine	MOULIN NEUF
Impasse Antoine Macri	VILLAGE
Impasse Ariane Van Der Elst	VILLAGE
Impasse Azura	VILLAGE
Impasse Caste Biot	VILLAGE
Impasse Charles Baudelaire	OLIVARI
Impasse de la Baronne	VILLAGE
Impasse de la Calade	VILLAGE
Impasse de la Clairière	VILLAGE
Impasse de la Sarène	VILLAGE
Impasse de la Vieille Ferme	VILLAGE
Impasse des Agaves	VILLAGE
Impasse des Bastidons	VILLAGE
Impasse des Cigales	VILLAGE
Impasse des Colombes	VILLAGE
Impasse des Écureuils	VILLAGE
Impasse des Écuries	VILLAGE
Impasse des Figuiers	VILLAGE
Impasse des Geckos	VILLAGE
Impasse des Grillons	MOULIN NEUF
Impasse des Grottes	VILLAGE
Impasse des Jujubiers	VILLAGE
Impasse des Lentisques	VILLAGE
Impasse des Lys	VILLAGE
Impasse des Maraîchers	MOULIN NEUF
Impasse des Merles	VILLAGE

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Impasse des Mésanges	VILLAGE
Impasse des Moulins de la Brague	MOULIN NEUF
Impasse des Néfliers	VILLAGE
Impasse des Oeillet	VILLAGE
Impasse des Oléas	VILLAGE
Impasse des Piémontais	VILLAGE
Impasse des Quercus	VILLAGE
Impasse des Rainettes	VILLAGE
Impasse des Rochers	VILLAGE
Impasse des Roses	VILLAGE
Impasse des Rossignols	VILLAGE
Impasse des Roucas	VILLAGE
Impasse des Sauges	VILLAGE
Impasse des Tamarins	VILLAGE
Impasse des Violettes	VILLAGE
Impasse du Jardin d'Isis	VILLAGE
Impasse du Parc de la Chamade	VILLAGE
Impasse du Rondon	VILLAGE
Impasse du Servant	VILLAGE
Impasse du Val de Pome	MOULIN NEUF
Impasse Jean Marc Camatte	MOULIN NEUF
Impasse Milla	VILLAGE
Impasse Saint-Sébastien	VILLAGE
Le Cul de Sac	VILLAGE
Les Épervières	MOULIN NEUF
Passage de la Bourgade	VILLAGE
Passage de la Troisième Porte	VILLAGE
Passage des Pénitents Blancs	VILLAGE
Passage des Templiers	VILLAGE
Passage du Béal Saint-Jean	VILLAGE
Passage Saint-Roch	VILLAGE
Passage Yvette Konstanzer	VILLAGE
Place de l'Église	VILLAGE
Place des Arcades	VILLAGE
Place Général de Gaulle	VILLAGE
Place Marius Auzias	VILLAGE
Place Saint-Éloi	VILLAGE
Route d'Antibes	MOULIN NEUF (152 à 9999)
Route d'Antibes	VILLAGE (0 à 151)
Route de l'Agasse	VILLAGE
Route de la Mer	MOULIN NEUF (202 à 9999)
Route de la Mer	VILLAGE (0 à 201)
Route de Valbonne	VILLAGE
Route des Chappes	OLIVARI
Route des Clausonnes	MOULIN NEUF
Route des Colles	OLIVARI
Route des Dolines	OLIVARI
Route des Lucioles	OLIVARI
Route du Pin Montard	OLIVARI
Rue Albert Caquot	OLIVARI
Rue Arthur Giacosa	MOULIN NEUF
Rue Basse	VILLAGE
Rue de la Calade	VILLAGE
Rue de la Caroute	VILLAGE
Rue de la Poissonnerie	VILLAGE

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Rue de la Régouaro	VILLAGE
Rue de la Vieille Boucherie	VILLAGE
Rue de l'Airette	VILLAGE
Rue des Amandiers	OLIVARI
Rue des Orfèvres	VILLAGE
Rue des Roses	VILLAGE
Rue des Souvenirs	VILLAGE
Rue des Tines	VILLAGE
Rue du Mitan	VILLAGE
Rue du Portugon	VILLAGE
Rue Évariste Galois	OLIVARI
Rue Fernand Léger	OLIVARI
Rue Henri Poincaré	OLIVARI
Rue Pierre Laffitte	OLIVARI
Rue Plus-Basse	VILLAGE
Rue Saint-Félix	OLIVARI
Rue Saint-Sébastien	VILLAGE
Rue Sevoulle	VILLAGE
Rue sous-Balcon	VILLAGE
Rue sous-Barri	VILLAGE
Terrasse de Saint-Julien	VILLAGE
Traverse Robert Le Veneur	VILLAGE
ZI Pré Catelan	MOULIN NEUF

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_092_5_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ÉDUCATION LOISIRS JEUNESSE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/093/5-02	ESPACE NUMÉRIQUE DE TRAVAIL (ENT) – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	31	17	2	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L’AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjointe au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Madame Laura PAVAN, 9^{ème} Adjointe au Maire, déléguée à l'Éducation et à la Petite Enfance, rapporteur, EXPOSE :

Le numérique occupe aujourd'hui une place essentielle dans les apprentissages et dans la vie quotidienne des élèves. En effet, le développement des compétences numériques constitue un enjeu éducatif majeur, permettant aux jeunes de devenir des citoyens éclairés, autonomes et capables d'évoluer dans un environnement de plus en plus digitalisé.

Depuis plusieurs années, la commune s'inscrit dans cette dynamique en accompagnant les écoles dans le développement des usages numériques au travers d'un Environnement Numérique de Travail (ENT), outil favorisant la communication, la collaboration et l'accès aux ressources pédagogiques.

L'ENT constitue également un environnement numérique sécurisé garantissant la protection des données personnelles de ses utilisateurs. Son utilisation s'inscrit dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et des règles applicables à la protection des informations traitées par les acteurs de la communauté éducative, assurant ainsi un cadre de confiance pour l'ensemble des usagers.

La présente convention vise à renouveler le cadre partenarial relatif au déploiement et à l'utilisation de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) au sein des écoles de la commune.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE
Reçu le 01/10/2026

Aussi, la poursuite de l'utilisation de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) vise notamment à :

1. Assurer la maîtrise des compétences numériques, considérées comme essentielles pour l'avenir des élèves et leur intégration dans la société.
2. Promouvoir le développement de ces compétences et enrichir les pratiques pédagogiques numériques, afin de favoriser une éducation moderne et inclusive
3. Offrir des services adaptés à l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.
4. Garantir aux utilisateurs un environnement numérique sécurisé, respectueux des exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et assurant la confidentialité des informations échangées.

En conséquence, l'adoption de cette délibération permettra de poursuivre et de sécuriser la mise en œuvre de cet outil numérique au bénéfice des élèves, des familles et de l'ensemble de la communauté éducative.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,
VU l'avis de la commission Éducation, Loisirs et Jeunesse en date du 11 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OÙ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** la convention de partenariat intitulée « Mise en place d'un Espace Numérique de Travail (ENT) », entre la commune et l'Éducation Nationale.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document relatif à cette délibération.

- **APPROUVE** la mise en œuvre et l'utilisation de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) dans les écoles de la commune pour une durée de six années scolaires, la convention prenant fin le 31 août 2032, afin de favoriser les échanges entre les équipes éducatives, les familles et la collectivité, dans le respect des dispositions applicables à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité des systèmes d'information.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Téléréfournement citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre BIANCHI



Le secrétaire de séance

AR Prefecture

Pièce jointe :

006-210600185-20260929-006893-5-2-26
Reçu le 01/10/2026

Convention de partenariat « Mise en place d'un Espace Numérique de Travail (ENT) ».



**ACADÉMIE
DE NICE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux
de l'Éducation nationale
des Alpes-Maritimes

Direction des Services Départementaux
de l'Éducation Nationale
des Alpes-Maritimes

53 Avenue Cap de Croix
06181 Nice Cedex 2

Numérique éducatif
Espaces Numériques de Travail

CONVENTION DE PARTENARIAT

Mise en place d'un Espace Numérique de Travail (E.N.T.)

Entre, d'une part,

La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (D.S.D.E.N) des Alpes-Maritimes

Située 53 Avenue Cap de Croix - 06181 Nice Cedex 2

Représentée par M. Laurent LE MERCIER, Inspecteur d'académie, Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale des Alpes-Maritimes

Ci-après dénommée « Académie »

Et, d'autre part,

La collectivité Biot

Située 8-10 route de Valbonne 06410 Biot

Représentée par M./Mme Jean-Pierre DERMIT

Ci-après dénommée « la Collectivité »

Ci-après conjointement dénommées « les Parties ».

Il est convenu ce qui suit :

Références :

Article D. 411-2 du code de l'éducation

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD)

Schéma Directeur des Espaces Numériques de Travail (S.D.E.T.) — Ministère de l'Éducation nationale

AR Prefecture

006-2106003-2020-09-20
Reçu le 03/10/2020

VILLE DE BIOT

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

LA DÉLIBÉRATION DU

2026 / 093 / S-02

PRÉAMBULE

La maîtrise des compétences numériques est un enjeu majeur pour l'avenir des élèves : elle est une condition de leur insertion citoyenne, sociale et professionnelle. Elle est désormais incluse dans l'ensemble des programmes scolaires.

Dans ce contexte, afin de favoriser le développement de ces compétences et la diversification des usages pédagogiques du numérique, la collectivité a décidé de mettre en place un espace numérique de travail (E.N.T.) dans une ou plusieurs des écoles citées en annexe.

Un E.N.T. est un ensemble intégré de services numériques choisis et mis à disposition de tous les acteurs de la communauté éducative, d'un ou plusieurs établissements de l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur, dans un cadre défini par un schéma directeur des E.N.T. (S.D.E.T.). Il constitue un point d'entrée unifié permettant à l'utilisateur d'accéder, selon son profil et son niveau d'habilitation, aux services et contenus numériques offerts.

Les modalités selon lesquelles sont organisées les relations entre l'Éducation nationale, l'école et la société chargée de fournir ce service sont une condition essentielle à la réussite de ce programme en direction de cette école.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention vise à formaliser les responsabilités et les rôles de chacune des Parties dans le cadre de la mise en œuvre des Espaces Numériques de Travail au sein des écoles citées en annexe.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet consiste à la mise en œuvre et au déploiement d'un E.N.T. dans les écoles citées en annexe. Il est à noter que l'usage de l'E.N.T. doit être présenté dans chaque conseil d'école (article D. 411-2 du code de l'éducation).

Les principaux objectifs du projet sont :

- la sensibilisation de toute la communauté éducative du territoire aux outils et services numériques,
- le développement et l'usage de nouvelles pratiques pédagogiques : en particulier autour des compétences numériques du socle commun de connaissances, de compétences et de culture,
- l'accès à différents contenus et ressources pédagogiques,
- l'ouverture de l'école aux parents afin de permettre à ces derniers de s'impliquer davantage dans l'action éducative,
- l'intégration des partenaires locaux intervenant dans le domaine éducatif, en particulier les acteurs périscolaires et extra-scolaires.

L'accompagnement de ce projet consiste à :

- observer et évaluer le développement des usages du numérique dans les écoles, en particulier les usages pédagogiques, dans le cadre de l'E.N.T.,
- analyser les modalités organisationnelles et techniques nécessaires pour accompagner le projet.

L'E.N.T. comportera les fonctionnalités suivantes :

- Des services de communication et collaboration : courrier électronique, espace d'échanges et de collaboration, affichage d'information, publication web
- Des services d'accompagnement des élèves : cahier de texte de l'élève, cahier journal du professeur
- Des services de productions pédagogiques et éducatives : outils de création de contenus, constructions et gestion de parcours pédagogiques
- Des services utilitaires : gestion de groupe d'utilisateurs, espaces de stockage, aide
- Des proms applicatifs extra et périscolaires à l'attention des personnels des collectivités territoriales ou des personnes extérieures : intervenants, entités partenaires ...

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE

Reçu le 01/10/2026

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

La DSDEN s'engage à :

- s'assurer de la mise à disposition des données de l'annuaire académique fédérateur concernant les écoles inscrites en annexe,
- désigner les formateurs qui assisteront aux formations dispensées par la (ou les) société(s) retenues,
- former les enseignants de l'école par le biais des conseillers pédagogiques, désignés par l'Inspection de l'Éducation nationale territorialement compétente,
- recueillir auprès des usagers les demandes d'évolution, qui seront priorisées en lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription où sera déployé l'E.N.T.

La Collectivité s'engage à :

- financer l'acquisition de la solution d'E.N.T., les infrastructures (liaison internet) ou équipements nécessaires à son utilisation et à les maintenir dans des conditions opérationnelles de fonctionnement conformément au S.D.E.T.,
- choisir une solution qui respecte le Schéma Directeur des E.N.T. (S.D.E.T.), le plus récent, défini par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,
- veiller à ce que la solution ENT retenue :
 - permette à l'école de récupérer les données en fin d'année, si nécessaire,
 - laisse à disposition les données des élèves, des professeurs et parents trois mois après la fin du contrat de façon à permettre à chacun de récupérer ses données,
 - présente toutes les garanties requises à la sécurité et la confidentialité des données,
 - s'engage à ne pas entreprendre des démarches commerciales directes ou indirectes en direction des familles et des élèves, plus globalement des usagers de l'E.N.T. Aucune publicité, communication concernant l'usage de cet ENT, ne pourra être réalisée par la société fournisseur de cette solution sans l'accord préalable et conjoint de l'Éducation nationale et de la commune concernée.

ARTICLE 4. GOUVERNANCE

Les Parties s'engagent à assurer un suivi périodique du projet.

Ce projet est piloté par un comité local comprenant des représentants de la collectivité, de l'Éducation nationale et, éventuellement, de la (ou des) société(s) retenue(s) pour la solution E.N.T.

Il se réunit à minima une fois par an et chaque fois que les Parties considèrent que c'est nécessaire.

ARTICLE 5. RESPONSABILITÉ ÉDITORIALE ET RÈGLES DÉONTOLOGIQUES

La responsabilité des publications et informations transmises aux familles incombe à la Partie dont la personne qui les a diffusées, est responsable. La diffusion d'informations doit respecter le cadre de la neutralité du service public de l'éducation et ne pas aller au-delà des compétences autour de l'école de chaque Partie telles que précisées dans le code de l'éducation.

ARTICLE 6. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La responsabilité des traitements se fait de manière conjointe. Cet article, et le suivant, établissent les responsabilités et les obligations respectives de chacune des Parties en ce qui concerne les traitements de données à caractère personnel au sens de l'article 26 du règlement UE 2016/679 dit « RGPD ».

Chacune des Parties sera responsable des traitements dont elle aura décidé la mise en place et dont la liste est précisée à l'article 7 de la convention.

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE
Reçu le 01/10/2026

Il appartiendra à chaque Partie de conclure avec le prestataire proposant la solution d'Espace Numérique de Travail un accord de sous-traitance au sens de l'article 28 du règlement UE 2016/679 dit « RGPD » pour les traitements dont elle est responsable.

Les Parties s'engagent à informer les utilisateurs de l'ENT des traitements qui sont opérés sur leurs données et des droits qui s'y rapportent, conformément aux articles 13 et 14 du règlement UE 2016/679 dit « RGPD ». Cette information peut être faite de façon conjointe si nécessaire.

Les Parties s'engagent à signaler sans délai, et au maximum sous 48 heures, toute violation, tentative de violation ou violation suspectée de la confidentialité des données à l'autre Partie. En cas de violation des données, la Collectivité et l'Éducation nationale travaillent conjointement à la rédaction du dossier de notification de la violation auprès de l'autorité de contrôle (CNIL).

Chacune des Parties s'engage à porter à son registre des activités de traitement les mentions nécessaires à l'exécution de la présente convention conformément à l'article 30 du règlement UE 2016/679 dit « RGPD ».

Chacune des Parties, pour les traitements qui la concernent, s'engage à répondre à toute demande d'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement ou d'opposition conformément à l'article 15 du règlement UE 2016/679 dit « RGPD ». Une réponse commune peut être envisagée au cas par cas.

ARTICLE 7. RÉPARTITION DE LA RESPONSABILITÉ DES TRAITEMENTS

Les traitements de données à caractère personnel suivants seront placés sous la responsabilité de l'Académie :

- Journalisation des accès et des actions des utilisateurs,
- Gestion de l'annuaire de l'ENT,
- Gestion des droits et des habilitations,
- Communication enfant/enseignant (cahier de texte, messagerie, messagerie instantanée,...)
- Communication enseignants/familles (notification parents, cahier de liaison, messagerie, messagerie instantanée, publication type « blog », ...)
- Gestion des productions numériques et des traces d'apprentissage des élèves dans le cadre scolaire
- Accès à des ressources pédagogiques
- Usage d'espaces collaboratifs de travail dans le cadre scolaire

Les traitements de données à caractère personnel suivants seront placés sous la responsabilité de la Collectivité :

- Communication enfant/personnel périscolaire sous la responsabilité de la collectivité (messagerie, messagerie instantanée,...)
- Communication personnels périscolaires/familles sous la responsabilité de la collectivité (notification parents, cahier de liaison, messagerie, messagerie instantanée, publication type « blog », ...)
- Gestion des productions numériques et des traces numériques des élèves dans le cadre périscolaire
- Accès à des ressources dans le cadre périscolaire

ARTICLE 8. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 6 années scolaires à compter de sa signature et prendra fin le 31 août 2032.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE
Reçu le 01/10/2026

ARTICLE 9. MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être dénoncée ou modifiée par avenant, à l'initiative de l'une des deux Parties ou d'un commun accord, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis de 3 mois.

ARTICLE 10. LITIGES

En cas de litige relatif à la présente convention et après avoir exploré toutes les voies de recours amiables possibles, il est expressément donné compétence au tribunal administratif de Nice.

Ce document comporte une annexe.

Fait à **Biot** en deux exemplaires originaux, le

Laurent LE MERCIER

Inspecteur d'académie, Directeur Académique des
Services de l'Éducation Nationale des Alpes-Maritimes

Jean-Pierre DERMIT

Maire de la commune de Biot

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE
Reçu le 01/10/2026

ANNEXE

Écoles publiques concernées par la convention de partenariat visant à la mise en place d'un Environnement Numérique de Travail sur la commune de **Biot** avec la solution **ONE** de la société **Edifice**, située **10 Boulevard des Batignolles, 75017**.

Type d'école	RNE	Nom de l'école	Adresse	Email
E.P.PU	0061896D	Ecole primaire Olivari	40 avenue de Saint-Philippe 06410 Biot	ce.0061896D@ac-nice.fr
E.E.PU	0061783F	Ecole élémentaire Moulin Neuf	390 chemin de l'Amitié 06410 Biot	ce.0061783F@ac-nice.fr
E.M.PU	0061671J	Ecole maternelle Moulin Neuf	390 chemin de l'Amitié 06410 Biot	ce.0061671J@ac-nice.fr
E.M.PU	0060146B	Ecole maternelle Calade Saint-Roch	5 chemin Neuf 06410 Biot	ce.0060146B@ac-nice.fr
E.E.PU	0060145A	Ecole élémentaire Calade	6 cale Saint Roch 06410 Biot	ce.0060145A@ac-nice.fr
E.E.PU	0060144Z	Ecole élémentaire Langevin 1	3 place Saint Eloi 06410 Biot	ce.0060144Z@ac-nice.fr

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_093_5_02-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER
N° d'ENREGISTREMENT 2026/094/6-01	VERSEMENT D'UNE SUBVENTION – IMMEUBLE SIS 16 RUE DES ORFÈVRES – 31/33 RUE DU MITAN – PARCELLES CADASTRÉES SECTION BK N°392-393

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	31	17	2	33	0	Le 22 septembre 2026
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L’AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoint au Maire** – M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Joël PRADELLI, Conseiller Municipal, délégué aux Risques naturels incendies, aux Obligations légales de débroussaillage et aux Opérations façades, rapporteur, EXPOSE :

Dans le cadre de la politique de l'amélioration de l'habitat et de la mise en valeur du patrimoine architectural bâti et dans la continuité de la politique menée depuis 1997, la commune de Biot promeut la réfection de façades des immeubles et maisons du centre ancien en attribuant une subvention aux propriétaires qui souhaitent réhabiliter leur patrimoine bâti.

Au vu des travaux réalisés sur les immeubles sis 16 rue des Orfèvres et 31-33 rue du Mitan, parcelles cadastrées section BK n°392 et 393, par Madame Hélène WIMMERS et Monsieur Hervé ADAM, copropriétaires, et après avis de Monsieur GOYENECHE, architecte coloriste en charge du suivi de l'opération façades, il convient de souligner l'intérêt architectural et patrimonial particulier de cette opération de réhabilitation.

En effet, l'ensemble immobilier concerné présente une configuration singulière dans le centre ancien, avec trois façades donnant sur deux rues distinctes, correspondant aux trois adresses 16 rue des Orfèvres, 31 rue du Mitan et 33 rue du Mitan. Les travaux réalisés ont également permis la conservation et la mise en valeur d'un ancien séchoir et d'une pierre médiévale sculptée portant une inscription, élément remarquable du patrimoine bâti ancien.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_094_6_01_1-DE
Reçu le 01/10/2026

Compte tenu de ces caractéristiques particulières et de l'intérêt patrimonial des travaux réalisés, et comme le permet le dispositif « Opération Façades », il vous est proposé d'accorder aux copropriétaires une subvention bonifiée et de porter, à titre exceptionnel pour cette opération, le plafond de la subvention municipale de 10 000 euros à 15 000 euros TTC dont le montant est ainsi calculé :

- Montant des travaux de réfection retenus : 57 265,90 euros TTC ;
- Taux de subvention de 30%, avec un plafond bonifié à 15 000 euros TTC ;
Soit $57\,265,90 \text{ euros} \times 30\% = 17\,179,177 \text{ euros}$;
- Montant de la subvention plafonné : 15 000 euros TTC, selon la répartition suivante en accord avec les copropriétaires :
 - Madame Hélène WIMMERS : 10 287,00 euros ;
 - Monsieur Hervé ADAM : 4 713,00 euros.

En outre, Monsieur ADAM peut également bénéficier de la subvention attribuée pour la rénovation des portes anciennes ainsi calculée :

- Montant des travaux de rénovation de la porte : 3 795 euros TTC
- Taux de subvention de 50% avec un plafond à 3 000 euros TTC pour les portes anciennes :
Soit $3\,795 \text{ euros} \times 50\% = 1\,897,5 \text{ euros TTC}$;

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2012, fixant à 30% du coût des travaux TTC le taux de la subvention municipale, et le plafond de subvention à 10 000 euros TTC et une subvention spécifique pour la mise en valeur des portes anciennes au taux de 50 % du coût des travaux TTC avec un plafond de 3 000 euros TTC,

VU la déclaration préalable n°00601825B0110 déposée en mairie le 23 septembre 2025, portant sur la réfection des façades de l'immeuble sis 16 rue des Orfèvres et 31-33 rue du Mitan, parcelles cadastrées section BK n°392-393,

VU l'arrêté de non-opposition à la déclaration préalable n°00601825B0110 en date du 13 octobre 2025,

VU l'avis ci-annexé de Monsieur GOYENECHÉ, en charge de l'opération,

VU l'avis de la commission Aménagement Urbanisme et Environnement du 22 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur ;

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OÙ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **ATTRIBUE** à Madame Hélène WIMMERS, une subvention d'un montant total de 10 287 € pour la réfection des façades de l'immeuble sis 16 rue des Orfèvres et 31-33 rue du Mitan, parcelles cadastrées section BK n°392-393.
- **ATTRIBUE** à Monsieur Hervé ADAM, une subvention d'un montant total de 4 713 € pour la réfection des façades de l'immeuble sis 16 rue des Orfèvres et 31-33 rue du Mitan, parcelles cadastrées section BK n°392-393.
- **ATTRIBUE** à Monsieur Hervé ADAM, une subvention d'un montant total de 1 897,5 € pour la réfection de la porte d'entrée ancienne l'immeuble sis 16 rue des Orfèvres et 31-33 rue du Mitan, parcelles cadastrées section BK n°392-393.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au mandatement de ces subventions par imputation de la dépense à l'article 20422 du budget communal.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_094_6_01_1-DE
Reçu le 01/10/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERMID



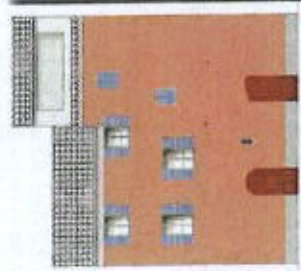
Le secrétaire de séance

AR Préfecture

006-210600185-20261001-2026_094_6_01_1-DE
Reçu le 01/10/2026



Ci-dessus photo après travaux : pierre gravée



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU

2026/094/6-01



VILLE de BIOT

MISE EN VALEUR DU CENTRE HISTORIQUE

IMMEUBLE

16 rue des Orfèvres et
31-33 rue du Mitan



FICHE DE CONFORMITE

SUBVENTIONS

MUNICIPALES POUR LA RESTAURATION DES

FACADES ET DES PORTES
DU CENTRE HISTORIQUE



16 rue des Orfèvres et
31-33 rue du Mitan

CADASTRE
BK 392-393

AR Préfecture

006-20600185-20261001-2026-094-6-01-1-DE
Reg. 2026-01-10/2026



Ci-dessus photo après travaux

Ville de Biot Alpes Maritimes

Subventions municipales pour la restauration des façades et des portes du centre historique

Parcelles	Noms des propriétaires	Adresse des Travaux	Date de la visite de conformité
BK 392-393	Hélène WIMMERS Hervé ADAM	16 rue des Orfèvres & 31-33 rue du Milan	21/04/2026

VERIFICATION DES TRAVAUX ET DES FACTURES

- ☒ Conforme aux prescriptions architecturales : validé par l'Architecte - Coloriste conseil
- ☒ Conforme à la fiche couleur : validé par l'Architecte - Coloriste conseil
- ☒ Conforme aux devis et factures présentés : validé par l'Architecte - Coloriste conseil
- ☐ Non conforme

MONTANT DE LA SUBVENTION

Façades
Montant des travaux pris en compte : 57 265,90 € ttc
Mme Wimmers : 39 274,40 € M Adam : 17 991,50 €

Montant de la subvention municipale : 57 265,90 € ttc x 30% = 17 179,77 € ttc
ce montant est supérieur au plafond de 10 000,00 € de ce secteur du centre historique, néanmoins, étant donné le fait que l'ensemble architectural concerné se développe sur deux parcelles cadastrales -BK 392 - BK 393 avec trois adresses de voirie -16 rue des Orfèvres - 31 et 33 rue Basse - ce qui implique de très importants linéaires de façades à restaurer, et que par ailleurs un décroûtage complet des façades de la rue Basse a permis de découvrir, de conserver et de mettre en valeur une pierre sculptée avec des inscriptions médiévales, je préconise un plafond de 15 000,00 € ttc suivant ce qui est prévu dans l'arrêté municipal de référence.

Soit un montant de subvention proposé de : 15 000,00 € ttc

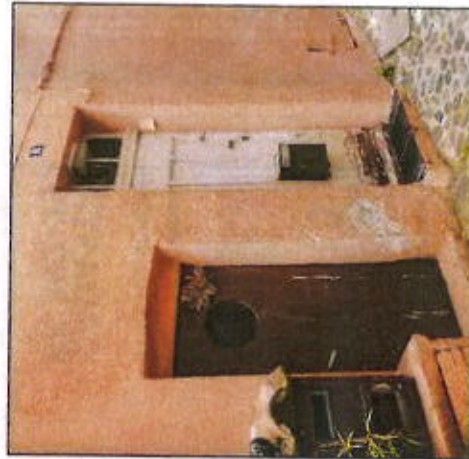
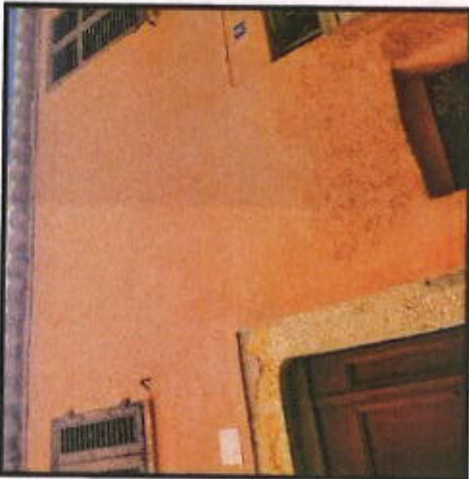
Mme Wimmers : 10 287,03 € (68,58 % copropriété)
M Adam : 4 713,00 € (31,42 % copropriété)

Porte d'entrée M Adam
Montant des travaux pris en compte : 3 795,00 € ttc
Montant de la subvention municipale : 3 795,00 € ttc x 50% = 1 897,50 € ttc
Ce montant est inférieur au plafond de : 3 000,00 € ttc

Montant de la subvention proposée : 1 897,50 € ttc

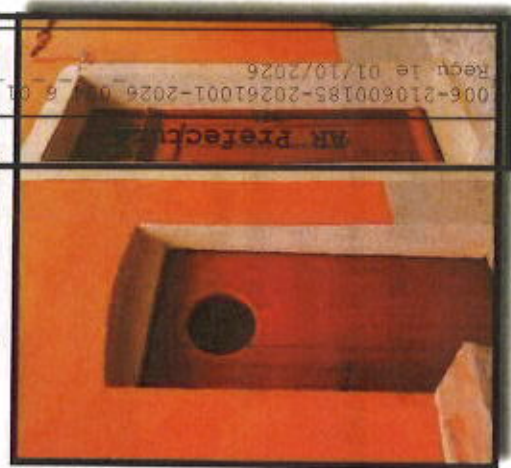
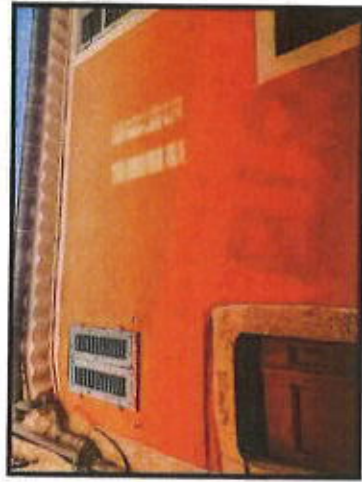
M. Bruno GOYENECHE
Architecte - Coloriste conseil
Monsieur le Maire
de la Ville de BIOT

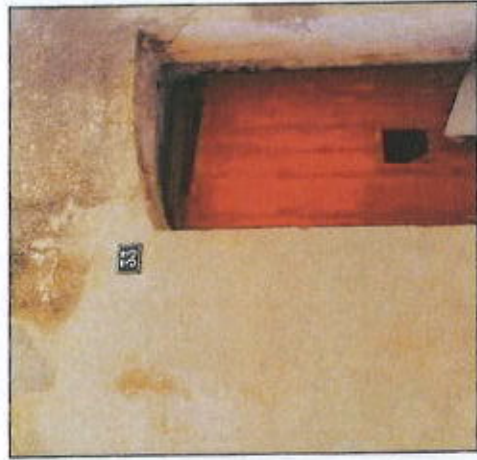
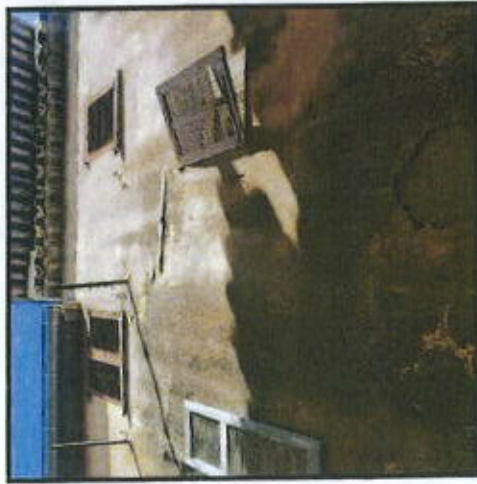
[Signature]
Monsieur le Maire
de la Ville de BIOT



Photos ci-dessus et ci-contre à gauche photos avant travaux,

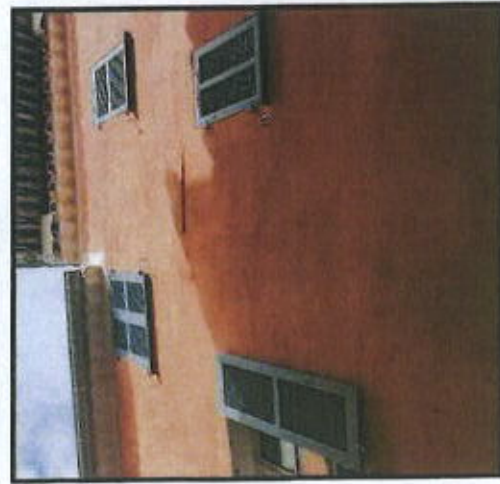
Photos ci-dessous et ci-contre à droite : photos après travaux





Photos ci-dessus et ci-contre à gauche photos avant travaux.

Photos ci dessous et ci-contre à droite : photos après travaux



Ci-dessus photo avant travaux



Ci-dessus photo après travaux

FICHES FACADES - PORTES - TOITURES - DEVANTURES - ENSEIGNES
Prescriptions Architecturales et Conseil Couleur

Service de l'Urbanisme - Mairie de BIOT
Tél. 04 93 65 78 89
Email : urbanisme@biot.fr

Bruno GOYENECHE - Architecte-Coloriste consultant
Chargé de mission par la Mairie de BIOT pour l'opération façades du centre historique
Inscrit à l'Ordre des Architectes PACA - Adhérent au SACA Syndicat des Architectes de la Côte d'Azur
Membre de la Fédération Française de la Couleur (Président) - Membre du Conseil National de l'UNSA
Téléphone Mobile : 06 60 03 43 64
E-mail : goyeneche.architecte@gmail.com

006-210600185-20261001-2026_094_6_01_1-DE
Reçu le 01/10/2026

PAR Prefecture



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE COMMUNICATION ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE
N° d'ENREGISTREMENT 2026/095/7-01	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION BIOT RUNNING

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	31	17	2	33	0	Le 22 septembre 2026
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L’AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjointes au Maire** - M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Éric AUSSIBAL, Conseiller Municipal, délégué aux Sports et à la Vie associative rapporteur, EXPOSE :

La Ville de Biot participe activement au développement du tissu associatif en apportant son soutien financier aux associations d'intérêt local pour les aider à mener à bien leurs projets, à organiser des manifestations ou à faciliter leur essor comme acteur de la vie locale.

Ainsi, par délibération n°2025/102/8-01 en date du 11 décembre 2025, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution d'une subvention d'un montant de 2 700 € à l'association Biot Running afin notamment de lui permettre d'organiser ses deux manifestations annuelles que sont « Les foulées biotoises » et le « Biot Trail ».

Cette année, l'événement « Les foulées biotoises », habituellement organisé au stade Pierre Bel, a été accueilli sur le site de la Fontanette en raison des travaux de réfection du stade. L'organisation de cette épreuve sur le site de la Fontanette a nécessité la mise en place d'aménagements spécifiques afin de respecter les règles sanitaires et notamment l'installation de blocs sanitaires mobiles.

Le coût de cette location, d'un montant de 839,16 €, n'avait pas été prévu dans le budget initial de l'association Biot Running. Cette dépense supplémentaire fragilise le budget de l'association et remet en cause l'organisation de son second événement, le « Biot Trail », prévu le 16 novembre 2026.

AR Prefecture

Aussi, afin de soutenir l'association et de lui permettre de maintenir l'organisation du « Biot Trail 2026 », il est proposé au Conseil Municipal de lui attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 839,16 €, correspondant aux frais engagés pour la location des blocs sanitaires mobiles.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
VU le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris en application de la loi susvisée,
VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations,
VU la délibération du Conseil Municipal n°2025/102/8-01 en date du 11 décembre 2025 portant attribution des subventions aux associations – exercice 2026,
VU l'avis de la commission des Finances en date du 24 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur

CONSIDÉRANT que l'association Biot Running est signataire de la charte d'engagement républicain,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **AUTORISE** le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 839,16 € à l'association Biot Running.
- **DIT** que les dépenses seront imputées au budget de l'exercice 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérécourse citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERMIT



AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_095_7_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ÉTUDES ET PROJETS VOIRIE ET RÉSEAUX
N° d'ENREGISTREMENT 2026/096/8-01	REQUALIFICATION DU CHEMIN NEUF (RD4) - ACQUISITION DU TROTTOIR DU CHEMIN NEUF AU DROIT DE LA ZONE COMMERCIALE DES MIGRANIER, PARCELLE CADASTRÉE SECTION BH N°134

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCATION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	31	17	2	33	0	Le Maire
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET		LA TRANSMISSION EN		LA RECEPTION EN SOUS-		
L'AFFICHAGE		SOUS-PREFECTURE		PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoints au Maire** - M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHAMPTRES, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Michel FRANCESCHI, Conseiller Municipal, délégué à la Voirie et aux Réseaux, rapporteur, EXPOSE :

Par délibérations en date du 26 septembre 2024 (n°2024/78/2-03 et n°2024/79/2-04), le Conseil Municipal a approuvé les travaux d'enfouissement des réseaux aériens et de remplacement de l'éclairage public du chemin Neuf. Ces travaux doivent être réalisés en cette fin d'année, d'octobre à décembre.

Dans le prolongement de cette opération, afin de compléter cette démarche de requalification esthétique de l'entrée de ville sud et en partenariat avec les services départementaux, la commune souhaite procéder à la réfection complète du revêtement de la voirie du chemin Neuf, du carrefour des 4 Chemins jusqu'à l'entrée du jeu de boules, soit une longueur totale de 575 m.

Le trottoir existant situé en rive sud du chemin Neuf, entre le carrefour des 4 Chemins et la calade du Docteur, et représentant un linéaire d'environ 190 mètres de trottoir, étant dégradé par endroit, il est prévu de l'intégrer à la réfection de la voirie. Il apparaît toutefois que sur cette section de trottoir, un linéaire de 60 mètres longeant la zone commerciale des Migraniers, situé sur la parcelle cadastrée BH n°134, relève du domaine privé et appartient à Madame et Monsieur ZOBEC.

AR **Prefecture**

006-210600185-20261001-2026-096-8-01
Reçu le 01/10/2026

Les deniers publics ne pouvant être engagés sur une parcelle privée, la commune a proposé aux propriétaires la cession de cette bande de terrain à l'euro symbolique. Monsieur et Madame ZOBEC ont accepté cette proposition par courrier en date du 29 mai dernier ; la promesse de cession afférente est jointe à la présente délibération.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette acquisition.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'avis de la commission Aménagement Urbanisme et Environnement du 22 septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

CONSIDÉRANT la promesse amiable préalable de cession de terrain jointe à la présente délibération et signée par Madame et Monsieur ZOBEC,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUI le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** l'acquisition, à l'euro symbolique, de la bande de terrain située parcelle cadastrée section BH n°134 constituant le trottoir du chemin Neuf au droit de la zone commerciale des Migraniers.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférents.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERMV



Le secrétaire de séance

A blue ink signature of the secretary of the session.

Pièces jointes :

☐ Plan de situation.

☒ Promesse amiable préalable de cession d'une bande de terrain de la parcelle section BH n°134.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_096_8_01-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À
LA DÉLIBÉRATION DU

2026/096/8-01

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Arrondissement de GRASSE
Canton d'ANTIBES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE BIOT
8/10 route de Valbonne
06410 BIOT
Tel : 04 92 91 55 80
mairie@biot.fr

PROMESSE AMIABLE PRÉALABLE DE CESSIION DE TERRAIN

Nous soussignés, Monsieur ZOBEC Daniel, Guy, Antoine, né à Antibes le 01/02/1943 et Madame ZOBEC Nelly, Annie, née CULOTTA à Antibes le 26/01/1956, demeurant n° 80 impasse Beauvert, villa Le Clos Fleuri à Antibes (06600) et agissant en tant que propriétaires du terrain cadastré section BH n° 134, sis 14 ter chemin Neuf sur le territoire de la Commune de BIOT,

NOUS ENGAGEONS PAR LE PRESENT ACTE :

1°) A céder à la commune de BIOT, à l'euro symbolique, la partie du terrain de la parcelle cadastrée section BH n° 134 constituant le trottoir longeant la limite nord/nord-est de ladite parcelle, inscrite au tableau ci-dessous et figurant en teinte bleue sur le plan ci-annexé, ledit terrain cédé étant destiné à être intégré au domaine public (cf. annexe) ;

SECTION	NUMERO	SURFACE TOTALE (m ²)	SURFACE CEDEE (m ²)	SURFACE RESTANTE (m ²)
BH	134	1505	74	1431

Il est précisé que la présente cession est consentie sans aucune réserve en ce qui concerne les préjudices subis et étant entendu que la cession n'aura aucune incidence sur un éventuel détachement ultérieur de parcelle de la propriété en vue d'une éventuelle vente ultérieure.

2°) A produire à la première demande qui me sera faite, mon titre de propriété ainsi que les justifications d'état-civil nécessaires à l'établissement de l'acte définitif, et à signer ce dernier à la première réquisition de l'Administration.

3°) A remettre la propriété libre de toute occupation et, le cas échéant, à désintéresser tout fermier ou tout occupant qui pourrait prétendre à une indemnité, à un titre quelconque, à l'occasion de son éviction du terrain cédé.

4°) A faire inclure les clauses de la présente promesse dans tout acte à intervenir, en cas de cession à un tiers de la propriété restante.

Il est en outre précisé d'un commun accord que la prise de possession du terrain objet de la présente, pourra avoir lieu au gré de l'Administration et préalablement à la signature de l'acte authentique de cession.

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_096_8_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Page 1 sur 2

CONDITIONS PARTICULIERES

La présente promesse n'est valable qu'aux conditions particulières ci-après :

- Le cédant conserve la jouissance du terrain faisant objet de la cession jusqu'à son utilisation par l'Administration pour les travaux envisagés par elle. Cette jouissance est toutefois exclusive de tous travaux à effectuer par le cédant ou ses ayants-droits sans l'autorisation expresse de la Ville de BIOT et sous son contrôle ;
- La commune de Biot prend en charge tous les frais de la procédure de cession ;
- Les accès actuels des véhicules, en entrée et en sortie de la zone commerciale des Migraniers, seront maintenus pendant toute la durée de l'activité de cette zone commerciale. Les servitudes de passage relatives à ces accès seront mentionnées dans l'acte authentique de cession.

Fait à ANTIBES....., le 16/09/2026

Les Cédants,

Noms/Prénoms	Signatures (précédées de la mention "Lu et Approuvé")
Monsieur ZOBEC Daniel	lu et approuvé 
Madame ZOBEC Nelly	lu et approuvé 

NOTA : - Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

- Faire précéder la signature de la mention manuscrite "VU et APPROUVE" sur le(s) plan(s) joint(s) à la présente

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_096_8_01-DE
Reçu le 01/10/2026

Commune de BIOT

Projet d'acquisition du trottoir privé de la
parcelle BH 134 longeant le chemin Neuf

Plan de situation

Noms/Prénoms

Signatures

prévalidées de la mention "Vu et Approuvé"

Monsieur ZOBEC Daniel

Madame ZOBEC Nelly

Vu et approuvé

Vu et approuvé

Ecole communale
Saint Roch

Parking du
restaurant
Les Terralliers

Chemin Neuf (RD 4)

Bande de terrain objet
de la cession à la
commune de Biot
(Long. env. 60 m / Larg. env. 1,20 m)

Espace commercial
Les Migrants

BH 134

AR Préfecture

006-210600185-20261004-2026 096 01-52
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
V I L L E D E B I O T
E X T R A I T D U R E G I S T R E
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	SERVICE ÉTUDES ET PROJETS VOIRIE ET RÉSEAUX
N° d'ENREGISTREMENT 2026/097/8-02	REMPLACEMENT DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DU CHEMIN DE ROQUEFORT - DÉCISION DE CONFIER LES TRAVAUX AU SICTIAM

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	Le 22 septembre 2026
33	31	17	2	33	0	
Certifié exécutoire compte tenu de :						Le Maire 
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoints au Maire** - M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YÉTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Michel FRANCESCHI, Conseiller Municipal, délégué à la Voirie et aux Réseaux, rapporteur, EXPOSE :

À la demande de la commune, le Syndicat mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM) a transmis le 23 juillet dernier l'étude du remplacement de l'éclairage public du chemin de Roquefort entre le n°273 et le n°523, soit une section d'environ 240 mètres de long.

Cette démarche est associée au projet d'enfouissement des réseaux aériens du chemin de Roquefort approuvé lors du Conseil Municipal du 24 juin dernier (dcm 2026/078/9-02). En effet, l'enfouissement des réseaux aériens entraîne la suppression des poteaux électriques, supports sur lesquels sont actuellement fixées les lanternes de l'éclairage public. Il convient donc de prévoir l'installation de nouveaux candélabres d'éclairage public.

L'étude du SICTIAM, jointe à la présente délibération, porte sur l'installation de 8 candélabres de 5 à 8 mètres de haut avec foyer lumineux à Led.

Le montant de l'opération est estimé à 33 620,18 € TTC par le SICTIAM. Le plan de financement ci-dessous fourni par le SICTIAM mentionne une subvention de 30% susceptible d'être obtenue de la part du Département des Alpes-Maritimes sur un montant subventionnable de 23 833,22 € HT (soit 7 149,96 € HT).

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_097_8_02-DE
Reçu le 01/10/2026

EP-2026-21 Aménagement EP Chemin de Roquefort BIOT		
PLAN DE FINANCEMENT		
PAGE	DESCRIPTION	TOTAL TTC
I	Chemin de Roquefort	25 999,87 €

date : 23/07/2026

DEVIS TRAVAUX TTC : 25 999,87 €
Somme à valoir pour imprévus TTC (10%) : 2 599,99 €

TOTAL TRAVAUX TTC : 28 599,86 €
MONTANT TOTAL TRAVAUX HT : 23 833,22 €
MONTANT TVA : 4 766,64 €

MONTANT SUBVENTIONNABLE HT : 23 833,22 €
Subvention prévisionnelle CD06 (sur le HT) : 7 149,96 €
sur la base d'un taux de subvention estimé de : 30%

Honoraires SICTIAM MOA (5%) : 1 429,99 €
Frais de préfinancement SICTIAM (2% sur 15ans) : 3 590,33 €

MONTANT TOTAL TTC : 33 620,18 €

A la charge de la commune :	26 470,22 €
Part communale investissement :	21 449,89 €
Dont TVA :	4 766,64 €
Si le reste à charge de la commune est supérieur à 15 000 € :	
Possibilité d'annuité actualisable à la clôture du programme :	1 429,99 €
sur la base d'un taux de préfinancement délibéré à :	2%
sur :	15 ans
Part communale fonctionnement :	5 020,32 €
Dont honoraires SICTIAM :	1 429,99 €
Dont frais de préfinancement SICTIAM :	3 590,33 €
Si le reste à charge de la commune est supérieur à 15 000 € :	
Annuité :	334,69 €
sur :	15 ans
A titre indicatif - Reste à charge effectif de la commune (récupération TVA) :	22 560,61 €
Part communale si étude non suivie de travaux (2,5%) :	650,00 €

Il en résulte un reste à charge de la commune de 26 470,22 €, soit 78,75% du montant de l'opération.

Il est proposé de confier au SICTIAM la réalisation des travaux selon son étude, ainsi que de le charger de solliciter les aides auprès du département et de contracter l'emprunt destiné à financer la part communale sur la base d'un taux d'emprunt de 2% sur 15 ans (annuité estimée à 1 800 €).

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur cette opération.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code de la commande publique et plus particulièrement les articles L2421-I à L2421-13,
VU la délibération n°2023/046/2-02 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2023 approuvant l'adhésion de la commune de Biot à la compétence à la carte « éclairage public » selon les modalités de l'offre 2,
VU la délibération concordante du Comité syndical du SICTIAM en date du 03 octobre 2023,
VU la délibération n°2026/078/9-02 du Conseil Municipal en date du 24 juin 2026 relative à l'enfouissement des réseaux aériens du chemin de Roquefort,
VU l'avis de la commission Aménagement Urbanisme et Environnement du 22 septembre 2026,

CONSIDÉRANT que l'enfouissement des réseaux aériens du chemin de Roquefort conduit à remplacer l'éclairage public existant,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OÙ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

AR L'UNANIMITÉ

006-210600185-20261001-2026_097_8_02-DE
Reçu le 01/10/2026

- **APPROUVE** le projet de remplacement de l'éclairage public du chemin de Roquefort entre le n°273 et le n°523 conformément à l'étude du SICTIAM jointe à la présente délibération.
- **APPROUVE** la dépense évaluée à 33 620,18 € TTC selon l'estimation de la même étude établie en date du 23 juillet 2026.
- **CONFIE** au SICTIAM la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux dans le cadre de ses compétences.
- **CHARGE** le SICTIAM de solliciter la subvention départementale.
- **CHARGE** le SICTIAM de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement.
- **S'ENGAGE** à rembourser la part communale restant à financer.
- **S'ENGAGE** à inscrire au budget communal les sommes nécessaires au remboursement, en annuités sur 15 ans, de la part communale relative aux travaux et au remboursement, en fonctionnement et en un seul versement ou en annuités sur 15 ans, des honoraires de maîtrise d'ouvrage (5 % du coût des travaux TTC) et des frais de préfinancement (2 %).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à effectuer toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tout document s'y rapportant.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Le secrétaire de séance

Jean-Pierre DERM



AR Prefecture

006-210600185-2026-1001-2026-0008-0005
Recu le 01/10/2026



 **sictiam**

DOSSIER TECHNIQUE

ECLAIRAGE PUBLIC

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_097_8_02-DS
Reçu le 01/10/2026



BIOT

EP-2026-21 Aménagement de l'éclairage public –
Chemin de Roquefort



VILLE DE BIOT

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A

LA DÉLIBÉRATION DU

2026/097/18-02

006-210600185-20261001-2026_007-8_0

Reçu le 01/10/2026

AR Prefecture



Définition du projet

Contexte

Dans le cadre d'un aménagement du chemin de Roquefort, la commune de Biot souhaite mutualiser ces travaux avec l'aménagement de l'éclairage public.

Les travaux consistent en l'enfouissement du réseau d'éclairage et la modification des supports existants tout en respectant les préconisations de l'arrêté du 27 décembre 2018.

Type travaux	Aménagement de l'éclairage public	
Adresse	Chemin de Roquefort 06410 Biot	
Date prévue pour le commencement des travaux	2026	
Date création	22/07/2026	



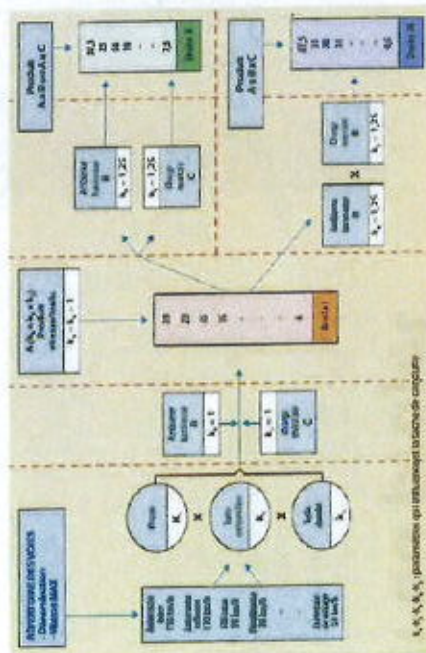
006-210600185-20261001-2026-09-18
Reçu le 01/10/2026

AR Prefecture

Norme et réglementation

Norme d'éclairage public NF EN 13201 et classification des voies

- Norme d'application non obligatoire mais faisant office de règle de l'art ;
- Pas pour objet de se prononcer sur les critères justificatifs ou non l'éclairage d'une zone donnée (responsabilité du maire) ;
- Possibilité d'adapter les objectifs dans le temps en fonction de la variation des besoins et des enjeux ;
- Possibilité de coupler ces objectifs d'éclairage avec des objectifs de température de couleur



Extrait du processus
décisionnel de
classement des voies
et d'attribution des
objectifs
photométriques

Arrêté du 27 décembre 2018

- Cet arrêté est relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.
- L'article 1 de ce texte précise les typologies d'éclairage auxquels s'appliquent cette réglementation, dont voici un extrait : « Extérieur destiné à favoriser la sécurité des déplacements, des personnes et des biens et le confort des usagers sur l'espace public ou privé, en particulier la voirie ... »

Prescriptions techniques sur le matériel :

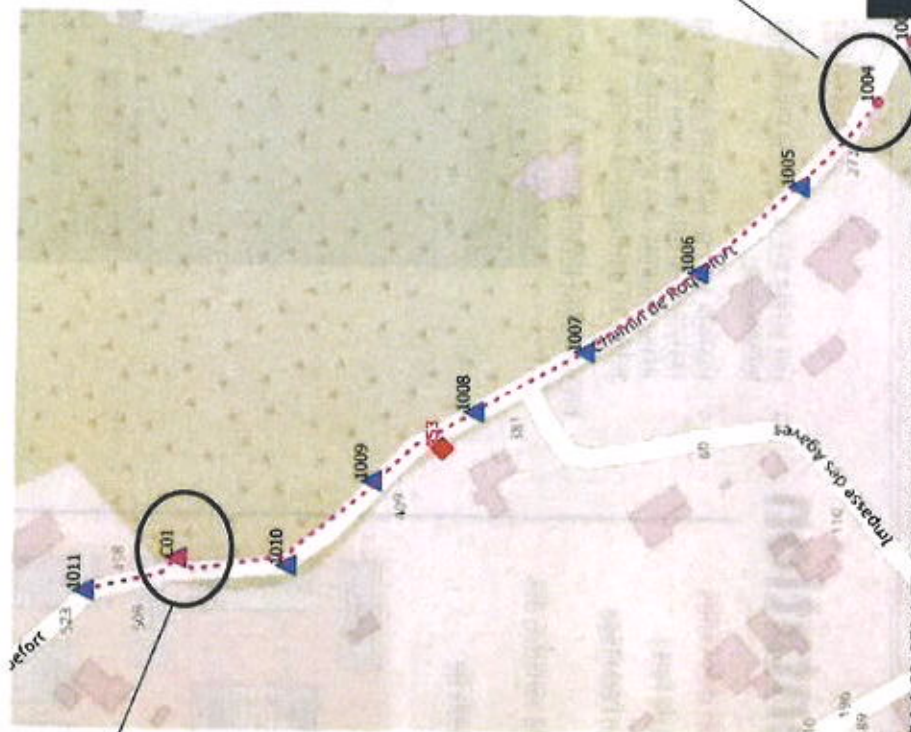
Installations	Flux lumineux
a) d'éclairage extérieur d) bâtiments non résidentiels e) parcs de stationnement	- La valeur nominale de la proportion de lumière émise par le luminaire au-dessus de l'horizontale est strictement inférieure à 1 %, en agglomération et hors agglomération - Sur site, l'installation d'éclairage respecte les conditions de montage recommandées par le fabricant et assure une proportion de lumière émise au-dessus de l'horizontale strictement inférieure à 4 % (ces deux paragraphes s'appliquent aussi aux installations d'avant 2020 seulement si le réglage des luminaires est possible) - La proportion de flux lumineux émis dans l'hémisphère inférieur dans un angle solide de 3x/2 ar (angle solide équivalent à un cône de demi-angle 75.5°) par rapport au flux lumineux émis dans tout l'hémisphère inférieur (Code de Flux CIE n° 3) est supérieure à 95 %, en agglomération et hors agglomération (entrée en vigueur 1^{er} janvier 2020)
a) d'éclairage extérieur d) bâtiments non résidentiels e) parcs de stationnement	Température de couleur La température de couleur ne dépasse pas la valeur maximale de 3 000 K en agglomération et hors agglomération (pour les installations situées dans le périmètre des sites d'observation astronomique listés dans l'arrêté du 27 décembre 2018, voir l'article 4)
Les installations lumineuses dont la proportion de lumière émise par le luminaire au-dessus de l'horizontale en condition d'installation est supérieure à 50 % sont remplacées par des luminaires conformes aux dispositions du présent arrêté au plus tard le 1 ^{er} janvier 2025	

Plan du projet

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_097_0_02-DE
Reçu le 01/10/2026

- ▲ CREATION CANDELABRE
- ▲ REMPLACEMENT CANDELABRE
- - - U1000 R02V 3G16²



006-210600185-20261001-2026_0973
Reçu le 01/10/2026

AR Prefecture

Matériel proposé

Modèle type existant

Remplacement des lanternes existantes

Luminaire : Italo, RAL 6034

Support : Candélabre octo-conique

Crosse : sans

Température : existant



EP-2026-21 Aménagement EP Chemin de Roquefort BIOT		
PLAN DE FINANCEMENT		
PAGE	DESCRIPTION	TOTAL TTC
1	Chemin de Roquefort	25 999,87 €
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

date : 23/07/2026

DEVIS TRAVAUX TTC :	25 999,87 €
Somme à valoir pour imprévus TTC (10%) :	2 599,99 €

TOTAL TRAVAUX TTC :	28 599,86 €
MONTANT TOTAL TRAVAUX HT :	23 833,22 €
MONTANT TVA :	4 766,64 €

MONTANT SUBVENTIONNABLE HT :	23 833,22 €
Subvention prévisionnelle CD06 (sur le HT) :	7 149,96 €
sur la base d'un taux de subvention estimé de :	30%

Honoraires SICTIAM MOA (5%) :	1 429,99 €
Frais de préfinancement SICTIAM (2% sur 15ans) :	3 590,33 €

MONTANT TOTAL TTC :	33 620,18 €

A la charge de la commune :	26 470,22 €
Part communale investissement :	21 449,89 €
Dont TVA :	4 766,64 €
Si le reste à charge de la commune est supérieur à 15 000 € :	
Possibilité d'annuité actualisable à la clôture du programme :	1 429,99 €
sur la base d'un taux de préfinancement délibéré à :	2%
sur :	15 ans
Part communale fonctionnement :	5 020,32 €
Dont honoraires SICTIAM :	1 429,99 €
Dont frais de préfinancement SICTIAM :	3 590,33 €
Si le reste à charge de la commune est supérieur à 15 000 € :	
Annuité :	334,69 €
sur :	15 ans
A titre indicatif - Reste à charge effectif de la commune (récupération TVA) :	22 560,61 €
Part communale si étude non suivie de travaux (2,5%) :	650,00 €

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_097_8_02-DE
Reçu le 01/10/2026

[illegible]

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_097_8_02-DE
Recu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Nord
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2026	CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL
N° d'ENREGISTREMENT 2026/097/8-03	MISE À JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE

NOMBRE DE MEMBRES						CONVOCACTION Le 22 septembre 2026
En exercice	Présents	Quorum	Représentés	Votants	Absents	
33	31	17	2	33	0	Le Maire 
Certifié exécutoire compte tenu de :						
LA PUBLICATION EN LIGNE ET L’AFFICHAGE		LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE		LA RECEPTION EN SOUS- PREFECTURE		
Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		Le 1 ^{er} OCTOBRE 2026		

L'An deux mille vingt-six, le vingt-neuf septembre à seize heures, le Conseil Municipal de la commune de Biot, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Maire : Jean-Pierre DERMIT
Secrétaire de Séance : Laura PAVAN

ÉTAIENT PRÉSENTS

M. DERMIT, **Maire** – Mme JOUSSEMET, M. LECOZ, Mme AUFEUVRE, M. PETIT, Mme FARINELLI-SCHARLY, M. OPERTO, Mme PAVAN, **Adjoints au Maire** - M. PRADELLI, Mme BAËS, M. LATY, Mme PRADELLI, M. MARIEN, Mme PELISSIER TABUSSO, M. BORGHI, Mme LETERRIER, M. BIANCOTTI, Mme CARAVEL, M. AUSSIBAL, Mme YËTOR, M. CHAPUT, Mme SCIOLLA, M. DELMAS, Mme LOYSEAU, M. FRANCESCHI, Mme BOURON, M. BRONER, Mme ANGER, M. ARLOTTO, Mme GAIDOZ-DESCHARENTS, M. LA SPESA,
Conseillers Municipaux

PROCURATIONS

Mme DUPRÉ-BALEYTE donne procuration à Mme CARAVEL
M. PEIGNE donne procuration à M. DERMIT

Monsieur Michel FRANCESCHI, Conseiller Municipal, délégué à la Voirie et aux Réseaux, rapporteur, EXPOSE :

La commune de Biot poursuit la mise à jour et l'amélioration de son référentiel d'adressage dans le cadre de la gestion de la Base Adresse Nationale (BAN), conformément aux dispositions de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite « loi 3DS »), ainsi qu'au décret n°2023-767 du 11 août 2023 pris pour son application. Ces textes imposent à l'ensemble des communes de dénommer et numéroter les voies publiques et privées ouvertes à la circulation.

Par ailleurs, la circulaire n° 26 du 31 juillet 1961 relative à la voirie communale recommande l'établissement, par chaque commune, d'un tableau de classement des voies communales ainsi que d'un plan correspondant, soumis à l'approbation du Conseil Municipal. Ces documents constituent l'inventaire de référence du patrimoine routier communal.

Dans le cadre de l'actualisation de la Base Adresse Nationale, la commune a mené un important travail de vérification, de recensement et d'harmonisation des voies présentes sur son territoire. Cette démarche a notamment permis d'intégrer les nouvelles voies ayant fait l'objet d'une dénomination par le Conseil Municipal et de vérifier la cohérence entre les données d'adressage et le patrimoine routier communal.

AR Prefecture

Il apparaît ainsi nécessaire de mettre à jour le tableau de classement et de déclassement des voies communales afin de disposer de données fiables, actualisées et cohérentes relatives au réseau viaire communal et à son linéaire.
Reçu le 01/10/2026

Le précédent tableau de classement étant devenu partiellement obsolète, il convient aujourd'hui d'approuver une version actualisée intégrant l'ensemble des évolutions constatées.

Au vu de cet exposé, je vous propose la délibération suivante :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-30,

VU la loi n°2022-217 en date du 21 février 2022, dite loi « 3DS »,

VU le décret d'application n°2023-767 en date du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les communes des données concernant la dénomination des voies et la numérotation des constructions,

VU la circulaire n°426 en date du 31 juillet 1961 relative à la voirie communale ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 janvier 2012 approuvant le précédent tableau de classement des voies communales,

VU la délibération n°2025/058/02-01 du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2025 portant sur la mise en conformité de la dénomination des voies avec la Base Adresse Nationale,

VU la délibération n°2025/087/2-02 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025 portant sur l'actualisation de la dénomination des voies,

VU la délibération n°2026/053/3-01 du Conseil Municipal en date du 29 avril 2026 portant sur l'actualisation de la dénomination des voies,

VU la Base Adresse Nationale mise à jour par les services communaux,

CONSIDÉRANT l'exposé du rapporteur,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à la commune d'assurer la gestion et la tenue à jour du tableau de classement de la voirie communale,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser le linéaire et la dénomination des voies afin de disposer d'un inventaire cohérent et à jour,

Le CONSEIL MUNICIPAL,
OUÏ le RAPPORTEUR en son EXPOSÉ,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
A L'UNANIMITÉ,

- **APPROUVE** la mise à jour du tableau de classement de la voirie communale annexé à la présente délibération.
- **PRÉCISE** que la dénomination et l'intégration des voies privées dans le tableau de classement des voies n'entraîne pas le classement de celles-ci dans le domaine public.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

FAIT et DÉLIBÉRÉ les jour, mois, et an ci-dessus,
Suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Biot, le 29 septembre 2026

Le Maire,

Jean-Pierre DERMIGNY

Le secrétaire de séance

AR Pièce jointe

Préfecture

Tableau de classement de la voirie communale.

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026



VILLE DE BIOT



VILLE DE BIOT
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A
LA DÉLIBÉRATION DU **2526/098/8-03**

TABLEAU DE CLASSEMENT DES VOIES COMMUNALES ET INVENTAIRE DES CHEMINS RURAUX

Voies communales à caractère de rue du Centre historique

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
1	Airette (de l')	Rue	Rue des Tines	Rue des Tines	80	2	BK	Voie piétonne
2	Barri (du)	Rue	Rue de la Caroute	Rue Sous Barri	45	3	BK	
3	Basse	Rue	Rue des Tines	Rue de la Calade	140	2,5	BK	
4	Bourgade (de la)	Passage	Rue Saint Sébastien	Rue Saint Sébastien	120	2,5	BK	Voie piétonne
5	Calade (de la)	Rue	Place des Arcades	Calade des Migrants	60	3,5	BK	
6	Calade (de la)	Impasse	Rue de la Calade	Parcelle BK n°327	17	1,9	BK	Voie piétonne
7	Caroute (de la)	Rue	Place de l'Eglise	Rue du Barri	50	2	BK	Voie piétonne
8	Cimetière (du)	Calade	Rue Saint Sébastien	Chemin des Combes	250	4	BK	
9	Cul de sac	Rue	Calade des Migrants	Parcelle section BK n°310	17	2	BK	Voie piétonne
10	Leï Crotons	Calade	Rue des Orfèvres	Rue Sous Balcon	45	2	BK	Voie piétonne
11	Migrants (des)	Calade	Rue de la Calade	Calade St Roch	149	4	BK	
12	Mitan (du)	Rue	Rue de la Calade	Rue du Barri	120	2,5	BK	Voie piétonne
13	Orfèvres (des)	Rue	Rue de la Poissonnerie	Rue du Barri	45	2,5	BK	Voie piétonne
14	Piémontais (des)	Impasse	Rue Sous Barri	Parcelle section BK n°56	38	2	BK	Voie piétonne
15	Plus Basse	Rue	Calade Leï Crotons	Rue des Tines	40	2,3	BK	Voie piétonne
16	Pénitents blancs (des)	Passage	Rue Saint Sébastien	Rue des Roses	37	2,5	BK	Voie piétonne

* à titre indicatif

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

17	Poissonnerie (de la)	Rue	Place des Arcades	Rue du Barri	80	2,3	BK	Voie piétonne
18	Portugon (du)	Rue	Rue Saint Sébastien	Parcelle section BK n°301	85	5,5	BK	
19	Reguano (de la)	Rue	Rue de la Calade	Rue Sous-Balcon	60	3	BK	Voie piétonne
20	Ronde (des)	Chemin	Rue des Tines	Parcelle section BK n°242	105	2,3	BK	Voie piétonne
21	Rondon (du)	Chemin	Rue des Tines	Parcelle section BK n°255	30	2,3	BK	Voie piétonne
22	Roses (des)	Impasse	Rue Saint Sébastien	Parcelle section BK n°379	40	2,5	BK	Voie piétonne
23	Roses (des)	Rue	Parcelle section BK n°337	Calade Saint Roch	225	3	BK	Voie piétonne
24	Saint-Roch	Calade	Chemin Neuf (RD4)	Route de la Mer (RD4)	230	5,5	BI	
25	Saint-Roch	Passage	Calade Saint-Roch	Chemin Neuf (RD4)	55	3	BI	Voie piétonne
26	Saint-Sébastien	Impasse	Rue Saint Sébastien	Parcelle section BK n°13	15	3	BK	Voie piétonne
27	Saint-Sébastien	Rue	Chemin Neuf (RD4)	Place des Arcades	220	8,5	BK	
28	Sevoule	Rue	Rue de la Calade	Rue de la Poissonnerie	35	2,8	BK	
29	Sous-Balcon	Rue	Rue Basse	Rue Plus Basse	80	2	BK	Voie piétonne
30	Sous-Barri	Rue	Rue Saint Sébastien	Rue des Tines	180	3	BK	
31	Templiers (des)	Passage	Place des Arcades	Rue Sous-Barri	15	2,5	BK	Voie piétonne
32	Tines (des)	Rue	Rue du Barri	Chemin Neuf (RD4)	130	5	BK	Voie piétonne
33	Troisième porte (de la)	Passage	Rue du Portugon	Rue de la Calade	25	1,5	BK	Voie piétonne
34	Vieille Boucherie (de la)	Rue	Rue de la Calade	Rue de la Poissonnerie	55	2,8	BK	Voie piétonne
35	Vigne communale (de la)	Chemin	Calade du cimetière	Place Heidi et Lino Melano	140	2,5	BD	Voie piétonne
TOTAL					3058			

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Voies communales à caractère de rue en agglomération, hors Centre historique

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres *	Largeur moyenne en mètres *	Section cadastrale	Observations
36	Antibes (d)	Route	Carrefour des Quatre Chemins	Garatoire de la Noria	565	5,5	AI/BI/BM	
37	Bâchettes (des)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Chemin des Combes	326	3	BD	
38	Beal Saint Jean (du)	Passage	Route d'Antibes	Chemin de la Fontanette	231	6,45	BM	Parking et voie piétonne
39	Chapelle Saint-Jean (de la)	Chemin	Route d'Antibes	Route d'Antibes	86	3,5	BI/BM	
40	Combes (des)	Chemin	Chemin des Bâchettes	Route de la Mer (RD4)	650	8	BL	
41	Docteur (du)	Calade	Chemin Neuf (RD4)	Chemin Neuf (RD4)	75	1,7	BI	Voie piétonne
42	Fanton d'Andon	Chemin	Route de la Mer (RD4)	Route d'Antibes	312	3	BM	
43	Fontanette (de la)	Chemin	Route de la Mer (RD4)	Route d'Antibes	230	4	BM	
44	Hautes Vignasses (des)	Chemin	Parcelle section BL n°86	Parcelle section C n°242	970	2	BB/BC	
45	Jeu de la Baume (du)	Avenue	Chemin des Combes	Parcelle section BA n°98	735	7	BA	
46	Joseph-Antoine Durbec	Chemin	Place Saint-Elloi	Chemin J.-A. Durbec (chemin rural)	465	5	BI	
47	Lillane Valsecchi	Allée	Chemin du Plan	Parking de la Fontanette	50		BM	
48	Mirachiers (des)	Impasse	Chemin du Plan	Parcelle section BN n°160	455	5	BM	
49	Moyennes Vignasses (des)	Chemin	Chemin des Combes	Chemin des Hautes Vignasses	1060	5,5	BC	
50	Passerelle (de la)	Chemin	Berge de la Brague	Parcelle section AI n°104	380	3,5	AI	
51	Plan (du)	Chemin	Route de la Mer (RD4)	Route d'Antibes	593	5	BM	
52	Robert Leveneur	Traverse	Place Saint-Elloi	Chemin Neuf (RD4)	60	2,4	BI	Voie piétonne
53	Souvenirs (des)	Rue	Chemin Neuf (RD4)	Parcelle section BI n°51	58	2,6	BI	
54	Vallon (du)	Chemin	Chemin du Plan	Chemin du Plan	210	3	BM	
55	Yvette Konstanzer	Passage	Route de Valbonne (RD4)	Rue des Souvenirs	13	2,7	BI	
TOTAL					7524			

* à titre indicatif

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Voies communales à caractère de rue hors agglomération

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
55	Agasse (de l')	Route	Avenue des Fauvettes	Impasse des Rossignols	435	4	AA	
57	Albouettes (des)	Avenue	Avenue des Hirondelles	Avenue des Mézanges	840	6	AW	
53	Armité (de l')	Chemin	Route d'Antibes	Chemin de la Valmarque	600	7,5	AH	
53	Ancien chemin de Biot à Grasse (portion 1)	Chemin	Chemin de la Castagne	Route de Valbonne (RD4)	310	4,5	B/AO	
63	Arbousiers (des)	Avenue	Avenue des Chênes Verts	Parcelles section AP n°48 et 68	325	8,5	AP	
61	Aspres (des)	Chemin	Chemin des Vignasses	Limite de commune de Villeneuve-Loubet	1820	5	BB/BC/BL	
62	Bastide (de la)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AV n°7	80	3,7	AV	
63	Braque (de la)	Chemin	Chemin de la Passerelle	Route des Clausonnes	410	4	AI	
64	Cabots (des)	Chemin	Route de la Mer (RD4)	Limite de commune de Villeneuve-Loubet	880	5,5	8C/BP/BR	
65	Cavaliers (des)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AV n°198	260		AV	
66	Champs de Pommiers (des)	Allée	Route des Chappes (RD38)	Parcelle section AE n°22	200		AE	
67	Chênes Verts (des)	Avenue	Avenue des Eucalyptus	Avenue des Arbousiers	900	8,5	AP	
68	Chèvre d'or (de la)	Chemin	Chemin de Valbours	Chemin rural de Chappes et de pin	1260	5,5	AI/AH	
69	Colbris (des)	Allée	Boulevard de la Source	Parcelle section AR n°102	520	8	AR	
70	Colombes (des)	Impasse	Avenue des Pinsons	Parcelle section AV n°14	30	5	AV	
71	Cyprés (des)	Avenue	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AR n°17	110	8,5	AR	
72	Entrée du Chemin des Soulières	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AO n°126	110	5	AO	
73	Eucalyptus (des)	Avenue	Route de Valbonne (RD4)	Avenue des Chênes Verts	245	11	AP	
74	Fauvettes (des)	Avenue	Route de Valbonne (RD4)	Boulevard de la Source	1560	7	AV/AT	
75	Figuiers (des)	Impasse	Avenue des Pitaines	Parcelles section AV n°35 et 63	40	6	AW	
76	Arthur Giacosa	Rue	Chemin des Prés	Rue Arthur Giacosa (Villeneuve-Loubet)	350	4	BP	
77	Hirondelles (des)	Avenue	Route de Valbonne (RD4)	Avenue des Mézanges	460	6	AW	

* à titre indicatif

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

78	Issarts (des)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelles section AX n° 114 et 115	810	3,7	AX/AV	
79	Jardins d'Isis (les)	Impasse	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section B n° 2292	163		B	
80	Jean-Marc Camatte	Impasse	Chemin des Cabots	Parcelle section BP n° 114	45	3	BP	
81	Claüsonnes (des)	Route	Route d'Antibes	Parcelle section AI n° 112	640	6,5	AI	
82	Mézanges (des)	Avenue	Avenue des Pinsons	Limite de commune de Villeneuve Loubet	795	8	AW	
83	Mézanges (des)	Impasse	Avenue des Mézanges	Parcelle section AW n° 29	120	6	AW	
84	Moutins de la Brague (des)	Impasse	Route des Claüsonnes	Parcelles section AI n° 84 et AI n° 91	35		AI	
85	Néfiliers (des)	Impasse	Avenue des Chênes verts	Parcelle section AP n° 20	45	6	AP	
86	Pinsons (des)	Avenue	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AW n° 6	600	6	AW	
87	Prés (des)	Chemin	Chemin du Val de Pome	Route de la Mer (RD4)	1070	8	BP/BR	
88	Roquefort (de)	Chemin	Chemin de Saint-Julien	Limite de commune de Villeneuve-Loubet	1090	6	AZ	
89	Rouges-gorges (des)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Avenue des Fauvettes	665	3	AR	
90	Santa Maria	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AP n° 70	200	5	AP	
91	Saint-Félix	Rue	Avenue Saint Philippe	Traverse de l'Orange Bleue	250		AE	
92	Saint-Julien	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section C n° 1586	1910	6	AV	
93	Saint-Philippe	Avenue	Route des Colles	Jardin public de l'Espace Saint-Philippe	1275	17	AD	
94	Source (de la)	Boulevard	Route de Valbonne (RD4)	Parcelle section AV n° 106	1000	12	AV	
95	Tamaris (des)	Passage	Avenue des Fauvettes	Allée des Collets	110	4	AT	
96	Val de Pome (du)	Chemin	Route de la Mer (RD4)	Chemin des Cabots	705	7,5	BP/BR	
97	Vallauris (de)	Chemin	Route d'Antibes	Route des Doilines	1800	6,5	AI/AI	
98	Valmaque (de la)	Chemin	Route d'Antibes	Ch. du Moulin Neuf (voie communale)	260	4,5	AH	
TOTAL					25333			

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Voies communales à caractère de places publiques

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Surface en mètres carré*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
99	Arceades (des)	Place	Entre la Rue Saint-Sébastien et la Rue de la Calade		530		BK	
100	Catastrophe (de la)	Place	Entre la Rue de la Vieille Boucherie et la Rue du Milhan		151		BK	Voie piétonne
101	Chapelle (de la)	Place	Entre la Rue Saint-Sébastien et la Rue du Portugon		79		BK	Voie piétonne
102	De Gaulle	Place	Rue Saint Sébastien		424		BK	Voie piétonne
103	Derrière l'Eglise	Place	Rue de la Caroute		240		BK	Voie piétonne
104	Eglise (de l')	Place	Entre la Place des Arceades et la Rue de la Caroute		153		BK	Voie piétonne
105	Marius Auzias	Place	Rue de l'Airette		287		BK	Voie piétonne
106	Saint-Eloi	Place	Entre le Chemin Joseph Durbec et la RD4		109		BI	
TOTAL					1973			

LONGUEUR TOTALE DES VOIES COMMUNALES (en mètres) 35915
SURFACE TOTALE DES PLACES PUBLIQUES (en mètres carrés) 1973

Les chemins ruraux en agglomération, hors Centre historique

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
1	Ardène (de l')	Chemin	Chemin J.-A. Durbec (voie communale)	Route de Valbonne (RD4)	100	2	BI/BE	Voie piétonne
2	Joseph-Antoine Durbec	Chemin	Chemin J.-A. Durbec (voie communale)	La Braque	460	2	BI	Voie piétonne
TOTAL					560			

* à titre indicatif

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

Les chemins ruraux hors agglomération

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
3	Agasse (de l')	Chemin	Impasse des Rossignols	Parcelle section AA n°1	315	4	AA/AB	
4	Ancien chemin de Biot à Grasse (portion 1)	Chemin	Chemin des Issarts	Chemin de la Castagne	535	4,5	B	
5	Ancien chemin de Biot à Grasse (portion 2)	Chemin	Avenue des Fauvettes	Route de Valbonne (RD4)	770	5	AV	
6	Macarons (des)	Chemin	Route de Valbonne (RD4)	Limite de commune de Valbonne	95	4	AR	
7	Moulin Neuf (du)	Chemin	Chemin du Moulin Neuf (voie communale)	Parcelle section AH n°16	106	7,5	AH	
8	Près (des)	Chemin	Chemin des Prés (voie communale)	Limite de commune de Villeneuve-Loubet	215	3	BP	
9	Ancien chemin de la chapelle St Julien	Chemin	Chemin de Saint-Julien	Parcelle section AZ n°34	140	3	AZ	
10	Pont Vieux (du)	Chemin	Route des Clausonnes	Parcelle section AI n°150	125	3,5	AI	
11	Valmasque (de la)	Chemin	Chemin du Moulin Neuf	Parcelle section AH n°31	85	3	AH	
TOTAL					2386			

LONGUEUR TOTALE DES CHEMINS RURAUX (en mètres)

2946

LES ROUTES DEPARTEMENTALES

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
	RD 4	Route départementale	Limite de commune d'Antibes	Limite de commune de Valbonne	2780			
	RD 504	Route départementale	Rond-point de la Romaine	Limite de commune de Valbonne	5626			
	RD 535	Route départementale	Carrefour des Chappes (RD 504)	Limite de commune d'Antibes	1110			
	RD 98	Route départementale	Carrefour du Golf (RD 504)	Limite de commune de Valbonne	1765			
TOTAL					11481			

LONGUEUR TOTALE DES ROUTES DEPARTEMENTALES (en mètres)

11481

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026

LES ROUTES COMMUNAUTAIRES

N°	Appellation	Statut	Point d'origine	Point d'aboutissement	Longueur en mètres*	Largeur moyenne en mètres*	Section cadastrale	Observations
	Charles-Victor Naudin	Allée	Route des Chappes		350		AB/AC	
	Champs de Pommiers (des)	Allée	Route des Chappes		200		AE	
	Roumanille	Avenue	Route des Collis		1000		AD	
	Charles Baudelaire	Impasse	Avenue Roumanille		150		AD	
	Érudians (des)	Impasse	Route des Lucioles		100		AC	
	Pin Montard (du)	Route	Route des Dolines		700		AB	
	Amandiers (des)	Rue	Route du 2 ⁱⁿ Montard		160		AB	
	Évariste Galois	Rue	Route des Lucioles		500		AD	
	Fernand Leger	Rue	Route des Lucioles		390		AC	
	Pierre Laffitte	Rue	Route des Chappes		550		AE	

LONGUEUR TOTALE DES ROUTES COMMUNAUTAIRES (en mètres)

550

* à titre indicatif

AR Prefecture

006-210600185-20261001-2026_098_8_03-DE
Reçu le 01/10/2026